

FRANCE

FORUM

OCTOBRE-NOVEMBRE 1957 - N° 6 - 150 F



**l'Algérie à l'heure
des lois-cadre**

COURRIER DES LECTEURS

L'«isme» conservateur.

Notre ami Robert Goetz nous communique la lettre suivante qu'il a reçue à propos de son article paru dans le n° 3 de *France-Forum* sur les paradoxes du syndicalisme français : « Le travail de « démystification » dont vous parlez à propos de la C. G. T. en évoquant l'emprise du parti communiste sur une large fraction de la classe ouvrière française devrait être l'une des tâches importantes d'un président du Conseil intelligent. Le marxisme est aujourd'hui devenu l'opium du peuple et une des grandes forces du conservatisme social.

» Le légalisme ? Nous l'avons dans la peau, je le crains, comme la politique, comme le juridisme, sans doute comme toutes les formes d'a priori doctrinal. Et, sans doute, faut-il considérer cela comme une donnée de l'action sociale en France... »

La guerre d'Algérie vue par ceux qui la vivent...

Vous avez analysé et, sur certains points, critiqué avec pertinence l'étude de Raymond Aron sur *La Tragédie Algérienne*. La meilleure réponse à cet ouvrage, il faut, à mon avis, la chercher dans le livre tonique de Roger Barberot : *Malaventure en Algérie avec le général Paris de Bollardière*.

L'auteur, personnage haut en couleur, magistralement campé par J.-J. Servan-Schreiber sous les traits du colonel d'Españiel, n'est apparemment ni un progressiste, ni même un « intellectuel ». Son récit d'une expérience vécue de pacification offre, par rapport à certaines refutations de Raymond Aron, telles que la diatribe de Jacques Soustelle, l'avantage de mettre directement au contact de la guerre d'Algérie et de son vrai et complexe visage.

Les formules sont peut-être moins brillantes que dans l'ouvrage de l'ancien gouverneur général. Mais elles vont loin. « Le problème algérien n'est que le problème de la France mis dramatiquement en lumière en Algérie : celui de la rencontre de structures périmées, l'administration, l'armée, avec une réalité

du XX^e siècle » (p. 239). « Gouverner, c'est maintenant mentir. De Gaulle et Churchill pouvaient se passer de mentir : ils étaient des hommes d'État » (p. 239).

En apparence, certes, l'histoire finit mal : les médiocres l'emportent et font échouer la tentative d'appliquer de nouvelles méthodes. Tant, du moins, qu'il existe en France des hommes semblables au général de Bollardière, décidés, quand ils assument des responsabilités, à avoir un comportement de responsables, l'espoir d'un redressement demeure.

Petits princes et petits-maîtres peuvent bien s'agiter sur le devant de la scène. De tels livres apportent au moins une nouvelle réconfortante : les dix qui manqueraient à Sodome et à Gomorrhe ne feront pas défaut à la France.

J. A..., Paris.

Le plus engagé des deux...

J'ai été très intéressé par le forum T. C.-M. R. P. C'est pourquoi je me permets de vous envoyer quelques réflexions.

R. de Montvallou dit : « Nous portons des jugements politiques, nous avons fait des choix politiques... »

T. C. serait donc un parti politique, ou en voie de le devenir.

G. Montaron affirme cependant : « Mais T. C. est tout simplement indépendant des partis... » Et, à J. Fontanet faisant la remarque que T. C. n'est donc pas véritablement engagé, il répond : « Contester tel courant politique, en appuyer ou en susciter un autre, c'est être présent à la politique... »

J'entends bien. Mais c'est être présent d'une manière négative. C'est aussi semer la confusion dans l'esprit des citoyens. Les renvoyer successivement d'un parti à un autre, condamner successivement à peu près tous les partis, c'est créer le vide politique devant des militants politiques en puissance.

C'est reléguer bien des militants possibles dans l'inaction politique, dans l'attente d'un au-delà des partis actuels, d'un mendésisme ou d'un travaillisme idéal. Et ceux que l'attente ne satisfait pas se retrouvent à la J. R., au M. R. P., à la Nouvelle Gauche menant une action dont on peut difficilement affirmer l'efficacité.

A mon avis, l'action de T. C. serait

valable à la condition d'avoir choisi d'abord un parti politique (ou s'être constitué en parti, si aucun de ceux existant ne lui donne satisfaction). Il pourrait ainsi offrir à ses fidèles un tout politique conforme à leurs aspirations. Et dans ce parti, et en dépit de la « discipline de parti », lecteurs et équipe dirigeante de T. C., devenus leurs propres militants politiques, pourraient exercer leur rigueur morale.

Plus sérieusement, l'action de T. C. serait valable s'il invitait ses lecteurs, mais de façon pressante, à entrer dans l'action politique. Dans ce domaine, trop d'entre nous avons perdu trop de temps. Mais alors, n'ayant pas de parti idéal à leur offrir, il devra nécessairement les laisser libres de choisir eux-mêmes leur parti. Et par suite s'interdire à lui-même des « choix politiques ».

Nous nous retrouvons ainsi au point de départ.

Il me semble que le malaise tient au caractère hybride de l'action de T. C. Elle tient du spirituel et du temporel en même temps. T. C. fait une large place à l'enseignement proprement d'Église, et en même temps fait des choix politiques. De là une confusion difficilement évitable.

Que T. C. soit l'Église... mais, alors, pas de choix politique.

Ou bien qu'il soit parti politique... mais, alors, qu'il se présente tel à l'opinion.

Ceci, en toute amitié pour T. C., et pour le M. R. P., à qui je reproche cependant, (gare à la « discipline »), de façon catégorique, le vote des pouvoirs spéciaux, et le manque d'audace et d'esprit révolutionnaire dans la recherche de la solution au problème algérien.

M. M..., Annecy.

... Est-il celui qu'on pense ?

J'ai lu avec intérêt les derniers numéros de *France-Forum* ; je les trouve plaisants à lire et très substantiels. L'orientation politique par contre n'est pas très nette, en dehors de l'attache M. R. P. Les « dossiers » engagent-ils la revue ? Celui établi par Le Brun-Keris sur l'Algérie mériterait discussion. En somme, impression très favorable, mais avec vœu d'une attitude plus engagée. Je resterai volontiers votre lecteur attentif.

P. L..., Montreuil.

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION :
Étienne Borne, Joseph Fontanet, Jean Lecanuet.

24 bis, boulevard Saint-Germain Paris (5^e)
C. C. P. Paris 14-788-84 Tél. ODÉon 70-83

Prix de vente au numéro : 150 F
Abonnement : 8 numéros par an : ... 1 000 F

S O M M A I R E

N° 6 — Octobre-Novembre 1957

ÉDITORIAL

Pour obtenir l'adhésion des travailleurs, par Paul Bacon 3

Aucun plan de redressement économique et social ne pourra être efficacement mis en œuvre sans la coopération de la classe ouvrière. A quelles conditions sera-t-elle acquise ?

AU FORUM

L'Algérie à l'heure des lois-cadre. 10

Un entretien entre Michel Massenet, Georges Le Brun Kéris, Jean-Marie Daillet et Joseph Fontanet. Après l'échec du gouvernement Bourguès-Maunoury, comment se pose le problème de notre action politique en Algérie ?

DOSSIER

Aspects actuels de la compétition Est-Ouest.

● **Les tentations économiques du communisme, par Henri Marsan . . . 15**

Handicaps et atouts de Moscou dans la compétition engagée avec l'Occident pour la pénétration économique du Tiers Monde.

● **Fièvres d'Orient et traitements occidentaux, par Pierre Rondot . . . 18**

Avant d'entreprendre de guérir l'Orient, il eût fallu le connaître.

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

Crise économique et psychologie politique, par Jean Baurly 22

LES PROPOS DU TEMPS

Le secret des Jésuites, par Étienne Borne. 34

NOS RUBRIQUES

Couloirs et Coulisses, Les Travaux et les Jours.

NOS CHRONIQUES

Théâtre, Cinéma, Arts, Chronique musicale, Disques.

NOTES DE LECTURE

Revue des Livres.

● *Qui t'a fait roi ?* Sous le règne précaire de M. Bourghès-Maunoury, la France était gouvernée, si l'on peut dire, par 43 ministres, secrétaires et sous-secrétaires d'État, et par une Éminence grise présente à chaque difficulté pour conseiller, arbitrer, orienter, qui n'était autre que M. Guy Mollet. On sait que M. Bourghès-Maunoury, qui faisait déjà figure de parvenu et de chanceux dans les conseils des gouvernements précédents, s'était hissé à la première place, moins par ce qu'il avait d'autorité que par la volonté de M. Guy Mollet, et l'ancien président du Conseil ne se désintéresse pas de sa créature dont il fut la providence attentive, bienveillante, permanente.

Lorsque, au milieu de l'été, la politique financière de M. Gaillard et la politique sociale de M. Gazier entrèrent en conflit, M. Guy Mollet, qui était derrière la porte, alla vivement et efficacement au secours du gouvernement. Et on a bien vu ensuite que le laborieux enfantement de la loi-cadre pour l'Algérie requérait impérieusement la présence et l'action de M. Guy Mollet, accoucheur indispensable. Le trône, occupé par M. Bourghès-Maunoury aurait été un fauteuil bien vide si M. Guy Mollet n'y avait siégé par souverain interposé.

Tout se passa donc comme si M. Bourghès-Maunoury effectuait un remplacement avec ce discret bonheur d'être là et aussi cette gentillesse et cet entrain un peu forcés qu'on voit aux doublures qui jouent les premiers rôles en l'absence des vedettes. La question est seulement de savoir si M. Guy Mollet, qui a fait M. Bourghès-Maunoury, pourra à la faveur de la crise et selon un plan médité, reprendre la place qu'on lui a gardée chaude. Mais d'autres candidats à la succession sont capables de contredire ce grand dessein, et les paris restent ouverts. Le plus clair, en attendant, est que, depuis juillet, trois mois ont été perdus. Telle est la grande pitié de la République d'avoir été condamnée dans une heure dramatique à un fantôme de gouvernement et au gouvernement des fantômes.

● *Un carnet de rendez-vous.* — En recevant Pierre Pujade, le général de Gaulle a consterné cette opinion de gauche qui rêve d'un troisième gaullisme pour, par une opération miracle, tenir les promesses du Front Républicain. Son entourage explique que le général ne provoque aucune entrevue, ce qui serait contraire à sa dignité comme à son caractère, mais qu'il ne refuse pas sa porte à qui souhaite s'entretenir avec lui des affaires publiques. Il se trouve, en effet, que le général de Gaulle a un carnet de rendez-vous fort

chargé, les noms qui s'y inscrivent font une cohue bigarrée où se remarquent toutes les couleurs de l'arc-en-ciel politique. Les animaux qui sortent de chez le lion le décrivent ensuite à leur propre ressemblance ; il le font braire ou hennir, mais jamais rugir, mettant en action la bonne fable de La Fontaine. Pujade, ayant essayé de poujadiser son interlocuteur, s'est attiré un démenti olympien. Le général de Gaulle reste le général de Gaulle dans le plus bel exemple d'identité à soi que nous offre la politique française.

● *Un bon tuyau : téléphonez à O.D.E. 24-13.* — La présente rentrée scolaire est catastrophique au point que

Viet-nam, de jeunes nations réclament des professeurs français. Quand l'État comprendra-t-il que les investissements de l'esprit sont à long terme les plus rentables ? L'Université française est une vieille dame qui a bien besoin d'une grande cure de rajeunissement pour se rendre à nouveau séduisante et susciter des vocations enseignantes. Ce sont les disgraciés de l'amour qui cherchent un destin dans le hasard et, en désespoir de cause, mettent dans le journal une annonce matrimoniale.

● *Littérature et publicité.* — Le troisième roman de Françoise Sagan est un bon sujet de conversation que les maîtresses de maison aiment à prolonger, car il évite, s'il dure assez, les empoignades irréparables sur le problème algérien. Le monde des lettres est divisé : André Rousseaux ayant conclu que *Dans un mois, dans un an* s'appelle néant, François Mauriac, toujours pressé de contredire son confrère du *Figaro Littéraire*, rétorque aussitôt que ce rien pourrait se nommer Mozart. Cette querelle littéraire qui oppose des opinions également vives, tous les événements, fortunés ou infortunés, conspirent pour hausser Françoise Sagan à toujours plus de célébrité et pour en faire la plus achalandée des vedettes.

Il ne lui manque rien, même pas la consécration de *L'Express*, qui lui a rendu les honneurs d'une vaste interview et qui la fait du coup intellectuellement valable, comme elles disent, pour les élites non conformistes et confortables du XVI^e arrondissement et de Saint-Raphaël, très rassurées d'apprendre que Françoise Sagan aime beaucoup Sartre, est inscrite à un « groupement de gauche » et trouve que l'argent est « bien commode » : tout cela est cohérent, clair, net, aéré et ne ressemble que de très loin à cet « affreux gâchis » que devient dans ses romans l'existence humaine. Si bien que M. François Mauriac ajoute à ce bonheur l'accord final en donnant une âme à Françoise Sagan, cette âme qu'en théoricien janséniste du petit nombre des élus, l'auteur du Bloc-Notes a coutume de refuser aux contradicteurs de ses humeurs et de ses amours.

Les grandes fanfares ne sont que du vent ; elles n'ôtent ni n'ajoutent à Françoise Sagan, qui n'est rien sinon une certaine tristesse aiguë sans romantisme, un désespoir qui par noblesse ne dira jamais son nom, un art enfin, très secret, de faire entendre à travers une sécheresse presque stendhalienne un écho assourdi des musiques raciniennes. Tout le reste est publicité et littérature.

Françoise Sagan

Une certaine tristesse aiguë derrière un certain sourire.

L'Université française, ne pouvant faire face au flot heureusement montant de la population scolaire, en est réduite à recruter un surplus de professeurs par la voie des petites annonces, comme la plus précaire des écoles privées. La pénurie des maîtres est telle dans le domaine des sciences mathématiques et physiques que quiconque possède quelques titres scientifiques pourra s'asseoir comme « agent contractuel » dans une chaire d'établissement secondaire ou technique. L'appel ne s'adresse pas seulement aux retraités de l'armée, des administrations ou de l'industrie. Le cumul est autorisé de cette charge universitaire avec d'autres obligations professionnelles. On peut, pour traiter, téléphoner d'urgence à O.D.E. 24-13, poste 27.

Un S. O. S. aussi humiliant est l'aveu d'une singulière faillite au moment où, de toutes parts et particulièrement en Tunisie, au Maroc, au Sud

LES CONDITIONS DE L'ADHÉSION DES TRAVAILLEURS

PAR PAUL BACON.

QUELQUES jours à peine après la rentrée du Parlement, la question se pose de savoir si les vacances parlementaires n'auraient été qu'un temps mort...

Aucune des inquiétudes qui assaillaient le pays ne se trouvent dissipées, au contraire. Sans parler des graves préoccupations venues de l'extérieur, la situation en France même s'est détériorée.

Notre expansion économique est remise en cause par la difficulté de nos approvisionnements et par notre pauvreté en devises fortes. Les prix montent. La situation sociale se dégrade. La bataille reprend sur le front des salaires. Des grèves menacent de paralyser de larges secteurs industriels.

Avant la chute du gouvernement, les ministres responsables, à plusieurs reprises, avaient fait appel à la sagesse ouvrière.

Dernièrement, ils avaient manifesté l'intention d'associer à leur action les dirigeants des organisations professionnelles et syndicales. Cette initiative était heureuse, quoique sans doute tardive. Le prochain gouvernement devra, lui aussi, s'orienter dans un sens analogue.

Mais, pour que cette consultation soit fructueuse, pour que la réunion, autour d'une même table ronde, des représentants des travailleurs, du patronat et du gouvernement permette d'escompter des résultats positifs, il est essentiel que les pouvoirs publics aient une notion exacte des données de la situation sociale actuelle et de la psychologie des porte-parole des salariés.

Protéger les plus défavorisés

En ce qui concerne la situation sociale, il faut savoir qu'elle est caractérisée actuellement par de nombreuses disparités, injustifiables et de plus en plus difficilement supportées. Pour des raisons dont il ne s'agit pas de méconnaître la gravité, la signification authentique du salaire minimum garanti s'est modifiée au cours de 1956, et l'on a étroitement lié la politique du S. M. I. G. à la politique de l'indice des prix. On les a donc soumis l'un et l'autre à un blocage artificiel.

Cependant que la montée de l'indice parisien était systématiquement freinée et que les salaires réels augmentaient principalement dans les zones de faible abattement, l'augmentation générale et continue du coût de la vie effaçait bien vite les avantages résultant de la réduction des écarts de zone. On a assisté à l'aggravation de la disparité des salaires au désavantage des travailleurs dont la rémunération s'établit au niveau ou dans le voisinage du S. M. I. G... En 1954 et 1955, les relèvements du S. M. I. G. avaient contrarié ces tendances, sans pour autant ralentir la progression des salaires : une protection sociale plus efficace avait donc été assurée à ceux qui ont le plus besoin d'une sauvegarde de leur niveau d'existence. Il n'a pu en être de même depuis 1956.

Des mesures seront donc nécessaires pour sortir des contradictions actuelles et pour rendre au S. M. I. G. sa valeur de garantie sociale. Il y a là une donnée qui ne pourra être omise lorsque s'ouvrira la consultation déjà souhaitée par le précédent gouvernement.

Mais un tel débat, surtout dans les circonstances actuelles, devra nécessairement s'étendre à l'ensemble de la politique économique et sociale.

En l'état présent de nos finances et de notre balance des paiements extérieurs, la lutte contre l'inflation exige inévitablement des mesures d'austérité. Encore faut-il qu'elles soient équitablement réparties, ce qui suppose une double politique, qui lie à chaque instant les facteurs sociaux et les éléments économiques, la politique des salaires, des accords professionnels, de la sécurité sociale et la politique de l'orientation et de l'expansion de l'économie.

De travailleur à citoyen

Consulter les travailleurs sur les choix qui sont ainsi à opérer ne répond pas seulement à ce fait sociologique qu'à l'époque moderne le monde financier et industriel trouve devant lui des fédérations et des confédérations ouvrières puissantes avec lesquelles les pouvoirs publics eux-mêmes doivent compter et sans l'adhésion desquelles la politique économique et sociale peut être remise en cause. Il s'agit, en vérité, de répondre à une aspiration profonde des travailleurs et à une exigence essentielle de la Démocratie : permettre au monde du travail, en participant par ses représentants aux décisions qui déterminent ses conditions mêmes de vie, d'échapper à la condition de dépendance matérielle et morale qui, malgré l'octroi du bulletin de vote, a trop longtemps empêché, selon le mot d'Étienne Borne, « le citoyen de naître dans le travailleur ».

Certes, si le syndicalisme acquiert par là même de nouvelles responsabilités, son action se complique du fait qu'il se trouve appelé à une double mission : celle traditionnelle d'un syndicalisme revendicatif, dont le rôle est de se manifester comme une force de contestation, lorsque les aspirations et les besoins de ses mandants sont ignorés ; et celle plus neuve d'un syndicalisme gestionnaire, contraint, par la réalité économique, de jouer son rôle d'associé dans une communauté nationale qui réclame elle aussi le respect de ses propres conditions de développement, et où une délicate conciliation doit s'opérer entre des intérêts divers et des exigences souvent contradictoires.

Aussi bien à ce niveau, les choix, les décisions économiques qui doivent intervenir en dernier recours, deviennent, qu'on le veuille ou non, des décisions politiques. Ils sont dès lors affaire de gouvernement. Ils sont au delà de la limite de l'action syndicale proprement dite. Pour que les travailleurs se sentent pleinement associés à la gestion de l'économie, il doit donc exister des organisations politiques qui leur soient largement ouvertes et qui permettent à la volonté ouvrière de se transformer en une force politique de décision effective de contrôle de gouvernement.

Les événements sociaux actuels démontrent qu'aujourd'hui la poursuite même de l'expansion économique sera paralysée sans l'adhésion des travailleurs : celle-ci ne pourra être obtenue qu'en une authentique démocratie économique et sociale, qui, en les libérant de leur condition de dépendance, en fera des hommes véritablement libres.

● **Europe centrale : au nord, la déstalinisation au point mort ; dans les Balkans, la déstalinisation au profit de Tito.**

● **Comment aider Gomulka ?**

Le communiqué publié à l'issue de la rencontre Gomulka-Tito et les déclarations du leader polonais à son retour de Belgrade n'ont pas été du goût de tout le monde à l'Ouest. Tout se passe, en effet, comme s'il avait voulu délibérément prendre ses distances avec les pays occidentaux et s'aligner spectaculairement sur la politique étrangère soviétique. La rencontre de Belgrade avait inquiété Moscou. Ces propos sont de nature à l'apaiser. Tout entier à sa tâche de rénovation intérieure, Gomulka n'a que faire de susciter de nouveaux incidents avec l'U. R. S. S.

Mais cela ne doit pas faire oublier l'essentiel : la transformation qui s'opère aujourd'hui dans l'économie et la politique polonaise. Que Gomulka reste communiste — ce qui est vrai — ne fait rien à l'affaire : les forces qu'il a libérées sont au travail, en profondeur. Elles ont déclenché une évolution irréversible. Et il est de l'intérêt du monde libre d'aider cette évolution à se développer sans secousses violentes, ni reculs irréparables. C'est là notre seul moyen d'agir sur le bloc de l'Est. Cette expérience-témoin est d'une immense portée.

Comment aider efficacement Gomulka ? En lui permettant de relâcher les liens entre la Pologne et la Russie et de créer de nouveaux liens entre la Pologne et l'Occident. Le jour où le problème de l'Oder-Neiss serait résolu par un accord amiable entre Bonn et Varsovie, le lien le plus fort qui attache les Polonais au char de Moscou serait tranché. Ce qui semblait impossible hier peut être réalisé demain, après sa triomphale victoire, par le chancelier Adenauer. On pourrait envisager une solution en plusieurs étapes qui trouverait sa forme définitive dans une Europe fédérée. Le Chancelier avait déjà songé à une telle formule pour résoudre l'épineux problème sarrois.

Il y a mille et une manières de resserrer les liens entre le Monde libre et la Pologne. Le développement des échanges culturels, notamment entre catholiques français et polonais, devrait être organisé sur une vaste échelle. Après dix ans d'asphyxie morale, les Polonais aspirent avec délice les premières bouffées d'air frais venues de l'Ouest. Ils attendent beaucoup de leurs amis traditionnels. Il serait grave de les décevoir.

Sur le plan économique, il en va de même. Gomulka a besoin d'une aide

financière et technique de l'Occident. On conçoit qu'il ne veuille pas trop recevoir des États-Unis et qu'il répugne à être l'obligé des Allemands. La France n'a, hélas, que des possibilités limitées dans l'immédiat. Encore faut-il qu'elle manifeste sa volonté de les utiliser au maximum.

Or le bruit court à Paris que pour des raisons d'économie le Gouvernement français aurait l'intention de refuser le prêt de 20 milliards promis par notre ambassadeur à Varsovie, avec l'accord du Quai d'Orsay. L'importance politique de

pays de l'Est pourront trouver leur place.

● **Les Balkans à l'heure Khrouchchev.**

Les modifications successives du Plan quinquennal et son remplacement enfin par un plan septennal, la décentralisation en cours de l'économie soviétique et les nombreux changements dans le personnel de la direction de l'économie ont un peu détourné l'attention de la presse

Gomulka

Tito

Réalignement tactique ?

ce prêt dépasse de beaucoup son utilité économique — celle-ci est grande puisqu'il s'agit de financer l'équipement moderne de mines de houille, avec du matériel français, et en échange de fournitures de charbon, qui ne peuvent être expédiées avant huit ou dix mois, payables en francs (et non en dollars). Si le premier geste de Paris était un refus, succédant à des promesses, l'effet psychologique serait désastreux. On se refuse donc à croire que dans cette affaire, parfaitement rentable, à long terme, des préoccupations à courte vue l'emporteront sur l'intérêt général de la politique française et occidentale.

Dans l'avenir, d'autres méthodes devront être envisagées. La meilleure serait une aide collective de l'Europe unie à la Pologne. Elle ouvrirait la voie de la « Grande Europe », dans laquelle un jour, comme chacun l'espère, d'autres

Premier dans les Balkans.

de l'offensive diplomatique lancée par l'U. R. S. S. dans les Balkans. Aussi bien cette offensive semble-t-elle avoir fait long feu, puisque la Grèce et la Turquie ont refusé la conférence balkanique proposée par la Roumanie, la première repoussant l'aide diplomatique russe dans l'affaire de Chypre, et la seconde expérimentant, dans l'instant même, la distance qui sépare le verbalisme pacifique de l'Union Soviétique et le comportement réel de Moscou qui apporte une aide intensive à la Syrie pour son armement. Que faut-il en penser cependant ?

Que le jour même où le Comité Central du Parti Communiste d'Union Soviétique éliminait le groupe anti-parti Molotov, Malenkov, Kaganovitch, le Comité Central du Parti Communiste Roumain ait fait en son sein une opération analogue, nul ne s'en étonne, tant est connue la

● Le Ghana et les maladies infantiles de l'indépendance.

servilité du Communisme international envers Moscou!

Mais voyons quelles ont été les victimes de cette purge. Il s'agit en premier lieu de Joseph Chisinovski, membre du Bureau Politique et secrétaire du Comité central et grand maître de la propagande du Parti, d'origine israélite et choisi pour ce fait par Anna Pauker autrefois comme représentant des minorités ethniques.

Il s'agit aussi de Miron Contantinesco, déjà exclu du Secrétariat du Parti au Congrès de décembre 1955 et qui avait alors troqué la présidence de la Direction du Plan contre une vice-présidence du Conseil et le Ministère de l'Instruction et de la Culture. Ces deux victimes de la dernière épuration roumaine, bien que farouchement opposées l'une à l'autre, étaient résolument antititistes.

En outre le ministre des Affaires Étrangères, Proteasa, a été limogé et remplacé par Maurer, principal collaborateur de Pastrascanu, ancien ministre de la Justice et condamné à mort par Anna Pauker au lendemain de l'exclusion de la Yougoslavie du Kominform.

De même en Bulgarie les collaborateurs de Kostov, pendu en 1949 pour avoir soutenu Tito, ont tout d'abord obtenu leur réhabilitation et réclament aujourd'hui à Khrouchtchev de participer au pouvoir. Quant à Tchenkov, premier vice-président du Conseil, et à Terpecev, vice-président du Conseil, éliminés tous les deux le 16 juillet, ils sont menacés aujourd'hui comme d'autres personnalités antititistes.

Tout se déroule donc dans ces deux pays comme si Khrouchtchev, qui n'est pas sans doute seulement le violent ivrogne qu'on décrit, avait décidé de sacrifier les staliniens à Tito, cette opération étant les prémices d'un éventuel regroupement autour de la Yougoslavie. Tout se déroule comme si l'on se trouvait devant les deux volets d'un diptyque, les Soviétiques ayant dû accepter dans les Balkans une expérience conduite selon des principes différents de celles qui se déroulent au nord, où la Tchécoslovaquie, l'Allemagne orientale, la Hongrie sont tenues plus que jamais, et avec la bénédiction de l'U. R. S. S., par les staliniens, et où la Pologne elle-même croit devoir, devant les menaces proférées par les opposants à Gomulka, donner de façon spectaculaire des gages verbaux à l'alliance soviétique.

● Ghana : indépendance et intolérance.

L'ancienne Côte-de-l'Or n'est que depuis six mois l'État libre et démocratique du Ghana, et l'on se demande déjà combien de temps seront encore reconnus les droits de l'opposition et plus généralement ceux des minorités.

Pourtant, M. Kwame Nkrumah a joué jusqu'à présent de la haute considéra-

Alhaji Baba et Alhaji Lalemie, sous la même inculpation, mais il s'agissait de citoyens du Ghana : le gouvernement essaya alors, devant les protestations, de parvenir à ses fins par un acte spécial du Parlement, sous prétexte que la Haute Cour ne pouvait fonctionner sous la pression de l'agitation publique.

Les articles qu'écrivit sur ces événements le correspondant du *Daily Telegraph*, Mr. Colvin, lui valurent d'être

L'indépendance pour qui ?

tion de tous les pays, démocratiques et autres, et notamment de son ancien tuteur, le gouvernement britannique. Cet universitaire, qui avait fait preuve de sagesse et de patience dans sa lutte pour l'indépendance, semble, aujourd'hui qu'il est le seul responsable des destinées de la première nation noire, un peu trop jaloux de son pouvoir. C'est ainsi qu'il y a un peu plus d'un mois, il faisait expulser un journaliste, M. Bankole Timothy, Africain de nationalité britannique, en l'accusant, sans en fournir la preuve publiquement, d'activités nuisibles à l'ordre intérieur du Ghana. Puis, il essaya d'exiler deux leaders du parti d'opposition musulman,

à son tour poursuivi, conjointement, d'ailleurs, avec une feuille locale, l'*Ashanti Pioneer*. Comme, en l'absence de précédent, on s'était trompé de juridiction, Mr. Colvin put quitter le Ghana, sous promesse de se présenter au tribunal sur convocation. Mais, comme le *Daily Telegraph* donna l'ordre à son reporter de ne plus mettre le pied en territoire ghanéen, le gouvernement de M. Kwame Nkrumah en fut réduit à envoyer des notes de protestation au Foreign Office. Entre temps, d'ailleurs, deux autres personnalités d'opposition, un leader goa et un mossi, ont été expulsées au Soudan français comme « indésirables ».

● Little Rock ne doit pas faire oublier le bilan

Finalement, M. Nkrumah, sur les instances de son ministre des Finances, M. K. A. Gbedemah, retour de la session du Fonds Monétaire International, vient d'annoncer par radio qu'il abandonnait toute poursuite contre le correspondant du *Daily Telegraph*. On ne peut que se réjouir, pour la réputation du Ghana, de ce renversement de la vapeur. En fait il apparaît que le Dr Nkrumah et ses

Les réactions internationales, et notamment celles des journaux européens de gauche, ont certainement beaucoup influencé M. Nkrumah dans sa décision d'apaisement. On souhaite qu'il procède désormais, dans sa politique intérieure, avec plus de respect de la constitution. Après certains propos de leaders populistes, selon lesquels « les Africains ne sont pas mûrs pour la démocratie parlementaire », on serait en droit de leur demander à quels progrès politiques et sociaux conduit l'indépendance, lorsque l'intelligentsia autochtone, une fois au pouvoir, confisque à son profit les arguments des colonialistes.

● U.S.A. : Noirs, Blancs, Rouges...

Les extrémistes de tous rivages se frottent les mains au spectacle des manifestations racistes de Little Rock et autres lieux du « vieux Sud » des États que l'on dit Unis.

Il y a, en France, la droite « ultra », trop heureuse de renvoyer au sénateur John Kennedy la balle maladroite de l'anticolonialisme. Mais que dire de la jubilation communiste ? Écoutez un peu le nommé Janos Kadar : « Ceux qui tolèrent qu'un peuple puisse être persécuté à cause de la couleur de sa peau n'ont pas le droit de prêcher la liberté humaine et les Droits de l'Homme... » Sans compter que, grâce aux récentes initiatives du gouverneur Orval Faubus et de ses supporters blancs (tous ces gens-là se disent, bien sûr, plus anti-communistes que le Pape), le débat spécial des Nations Unies sur l'affaire hongroise aura passé *inaperçu* non seulement dans les pays pro-soviétiques, mais chez les neutres, et jusque chez les Atlantiques, dont nous sommes...

En réalité, l'affaire de Little Rock est, dans le contexte américain, beaucoup moins spectaculaire qu'on ne le croit en Europe. D'abord, parce que la ségrégation scolaire, depuis la décision de la Cour Fédérale en date du 17 mai 1954, n'a cessé de perdre du terrain dans les 17 États du Sud où elle existait encore à cette époque sous la protection des lois locales : aujourd'hui, 122 000 enfants noirs y partagent les classes des petits Blancs dans des écoles où aucun d'entre eux n'eût été toléré il y a trois ans. Sans doute la population scolaire de couleur s'élève-t-elle au total, dans ces mêmes

Eisenhower

Autorité ou diplomatie ?

États, à environ 2 800 000 élèves, mais, aussi longtemps que des quartiers ou même des communes seront habités seulement par des Noirs ou des Blancs, beaucoup d'écoles, primaires surtout, demeureront unicolores. Le bon exemple, de par la volonté du Président, a été

Les derniers soubresauts du vieux Sud.

amis, notamment le ministre de l'Intérieur, M. Krobo Edusei, soient tentés d'assurer la domination du parti populiste sur les Ashantis et les tribus du Nord, au mépris de la convention sur les droits des minorités qui avait été élaborée sous l'égide du Colonial Office de Londres, avant l'indépendance : au fond, M. Nkrumah aurait essayé d'invoquer le droit d'un peuple indépendant à disposer de lui-même, en réaction contre une loi de justice morale « imposée » par les anciens maîtres.

Orval Faubus

Raciste ou politicien ?

ans l'ensemble positif, de la lutte contre la ségrégation.

donné par le district de Columbia (Washington et banlieue), où l'intégration est complète, 20 % seulement des écoliers noirs fréquentant encore librement des écoles où ils n'ont pas de condisciples blancs, pour des raisons

L'Arkansas lui-même était en voie d'intégration, et la rentrée scolaire à Little Rock était plutôt calme, lorsque le gouverneur Faubus envenima intentionnellement les choses en affectant de prendre au sérieux les manifestations

gie, Caroline du Sud et Floride) et la Virginie (malgré l'enclave intégrée de Washington).

La ségrégation est sans aucun doute condamnée à mort, et cela peut-être moins par la volonté de la Cour Suprême

Un siècle après : les troupes fédérales et les arrière-petits-fils de Scarlet.

purement topographiques.¹ Dans les six États dits « de la frontière » entre Nord et Sud (Missouri, Oklahoma, Kentucky, West Virginia, Maryland, Delaware), qui ne furent pas Sudistes pendant la guerre de Sécession, les trois quarts des écoles publiques sont intégrées, ainsi que la totalité des universités et collèges officiellement subventionnés.

très sporadiques d'une minorité de jeunes Blancs. Avec l'Arkansas, le Texas, le Tennessee et la Caroline du Nord, où l'enseignement supérieur officiel admet les Noirs, ont esquissé l'intégration pour les élèves au-dessous de quinze ans. Demeurent seuls irréductibles les États plus méridionaux (Louisiane, Mississippi, Alabama, Géor-

que par l'exemple des résultats entièrement satisfaisants que donnent plusieurs écoles dans quatre sur onze des États ex-Confédérés et, dans les sept autres, des institutions privées, notamment les écoles catholiques. Les Européens ont reproché à M. Eisenhower sa patience, qu'ils ont qualifiée de mollesse. Ils oublient que le Président n'a jamais

● L'Italie au Moyen-Orient : médiatrice ou neutraliste.

manqué une occasion de prendre parti en la matière et qu'il pèse continuellement de son autorité sur les gouverneurs pour l'application de la loi. L'envoi de troupes fédérales à Little Rock est un test de sa fermeté. Bien normalement, il évite d'utiliser la force de prime abord dans un conflit psychologique où il joue gagnant à long terme. Il ferait le jeu de certains meneurs sudistes, pleins d'une rancœur héritée de leurs grands-parents contre « les ennemis des traditions locales », s'il se montrait brutal au lieu de persuader et de laisser faire le temps.

M. Giuseppe Pella, ministre des Affaires étrangères... mais il y avait aussi — et peut-être surtout — M. Enrico Mattei, directeur général de l'E. N. I. (*Ente Nazionali del Idrocarburi*) grand-maître — certains disent : « dictateur » — du pétrole italien : un homme dont on parle beaucoup en Italie... et dont on commence à parler beaucoup en dehors des frontières de son pays, particulièrement dans le club fermé des « grands » du pétrole.

M. Mattei entend obtenir pour son pays l'autonomie du ravitaillement en produits pétroliers. Consommant environ 12 millions de tonnes par an et ne pouvant espérer en tirer guère plus d'un million sur son sol, l'Italie doit chercher une source régulière de carburant. Avec l'appui personnel du président Gronchi, M. Mattei a frappé un grand coup : le 8 septembre était signé à Téhéran l'acte constituant la société italo-iranienne des pétroles.

Caractéristiques essentielles : alors que tous les contrats signés par les grandes sociétés pétrolières le sont sur la base du fameux « fifty-fifty » : 50 % des bénéfices au pays producteur, 50 % à la compagnie, M. Mattei a signé sa convention en ne gardant que 25 % et en abandonnant 75 % aux Iraniens. On ne saurait sous-estimer l'importance de cet accord. La date du 8 septembre 1957 comptera dans l'histoire pétrolière du Moyen-Orient : il s'agit d'une véritable révolution. Et l'on comprend la fureur des grandes compagnies pétrolières... On comprend aussi la satisfaction du Shah, qui veut voir dans une telle convention « un exemple pour les relations entre le Moyen-Orient et l'Occident ». On peut être certain, en effet, que, dans un proche avenir, les autres États producteurs ne manqueront pas de se référer à l'accord italo-iranien. Déjà, la question de la révision des redevances était posée : depuis le 8 septembre, elle connaît une actualité nouvelle.

En tenant à ce que l'accord soit signé à l'occasion de son voyage, M. Gronchi a non seulement manifesté publiquement l'appui qu'il donne et maintient — malgré des pressions « amicales » extérieures — au condottiere du pétrole, mais il illustre aussi d'une manière éclatante la politique qu'il désire voir suivre à l'Italie dans cette région du monde.

L'Italie jouant en Méditerranée et au Moyen-Orient, au nom de l'Occident tout entier, un rôle, sinon de médiation,

tout au moins de conciliation : telle est, semble-t-il, l'orientation que le président Gronchi désire voir prendre à son pays. Il serait injuste — et contraire à la vérité — de le présenter comme un « neutraliste », ainsi que le fait *France-Observateur*. Il est, par contre, exact qu'il souhaite que son pays trouve, au sein de l'alliance, un rythme qui lui soit personnel, un style qui lui soit propre. Et, lorsqu'un de ses familiers, qui fut son camarade de « tendance » au sein de la *Democrazia Christiana*, M. Folchi, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, déclare que l'Italie doit développer sa

25 % seulement pour moi

● Le Président chez le Shah.

Le voyage effectué par M. Giovanni Gronchi à Téhéran aurait pu n'être qu'une de ces visites de courtoisie que les chefs d'État ont coutume d'échanger : réceptions, banquets, quelques discours et une distribution de décorations. Les souverains iraniens étaient venus à Rome, le président italien se rendait à Téhéran... Quoi de plus normal... et de plus anodin ?

Mais l'objet du voyage dépassa de beaucoup le cadre traditionnel de ce genre d'exercice touristique et protocolaire. Parmi les personnalités qui accompagnaient le président, il y avait certes

Attendra-t-on qu'il soit trop tard ?

politique de présence en Méditerranée dans le cadre d'une « vision plus élastique de l'alliance atlantique », on peut estimer qu'il exprime la pensée présidentielle. Encore conviendrait-il de préciser la portée d'une telle déclaration.

Que l'Italie ait un rôle méditerranéen à jouer, c'est certain. Qu'étant moins « engagée » que d'autres au Moyen-Orient elle ait les coudées plus franches pour agir et faciliter un rapprochement... c'est possible. Que cette possibilité d'action soit utilisée au mieux des intérêts communs de l'Occident... pourquoi pas ? Ce qui serait désastreux, ce serait une tentative de médiation dans laquelle l'Ita-

● Centrales syndicales sur la défensive, mécontentement général à la base.

lie tendrait à s'isoler et à se distinguer des autres nations occidentales : elle n'aurait d'autres résultats que de manifester avec un peu plus d'éclat la division de l'Occident. Ce n'est certainement point là l'intention du président Gronchi.

● Météo sociale : perturbations.

« Rentrée » sociale défensive. Les fonctionnaires s'agitent : sous le signe de l'unité d'action, un mouvement de grève se prépare. Les « industries chimiques » réclament la réunion des commissions nationales paritaires. Les employés de banque maintiennent en activité le comité de grève qui mena l'action de juillet. Dans la métallurgie : débrayage chez Renault... et surtout mouvements revendicatifs à Nantes et Saint-Nazaire.

Pour l'instant, pas de plan concerté, mais un mécontentement généralisé. Une étincelle peut mettre le feu aux poudres. Secteur le plus sensible : la Loire-Atlantique.

Gazier et Bourghès-Maunoury avaient essayé de faire patienter les syndicats en leur offrant un « plan social » : blocage des salaires pendant six mois ; en échange, promesse d'un « train » de réformes. Mais ce n'étaient que des promesses... Dans le domaine des salaires, notamment, il ne s'agissait que d'inviter les organisations patronales à négocier avec les syndicats l'inclusion du salaire trimestriel garanti dans les conventions collectives.

Le nouveau Ministère n'aura pas la tâche facile. Devant le Conseil confédéral de la C. F. T. C., Georges Levard soulignait que le gouvernement fait appel aux organisations syndicales une fois que « la maison est en feu » et il se refuse à admettre l'idée d'une utilisation du Mouvement syndical « aux seuls moments de périls ». La centrale chrétienne — première des centrales libres — rejette le « plan social » du gouvernement Bourghès : catalogue de bonnes intentions duquel toute politique économique est absente, et proposait un plan général, économique et social qui devrait comporter des engagements précis sanctionnés par le gouvernement. Outre les revendications immédiates, on notera que la C. F. T. C. met l'accent sur la réforme de la distribution et de la fiscalité,

la démocratisation de l'enseignement et la participation effective des travailleurs aux responsabilités économiques.

La commission exécutive de Force-Ouvrière, assez embarrassée, se contentait de proclamer qu'« aucun plan de redressement économique et financier ne peut être retenu sans un blocage rigoureux du

niveau des prix ». Une manière comme une autre de décharger le ministre « social » et de renvoyer la responsabilité sur le dos du ministre « économique ».

Quant à la C. G. T., elle demeure discrète... pour l'instant... Elle attend que la situation mûrisse... Ce qui, sans doute, ne saurait tarder.

CONRAD ADENAUER OU L'ALLEMAGNE SANS POÉSIE

SI l'ingratitude était une vertu démocratique, il faudrait convenir que le peuple allemand n'a pas encore atteint à la quintessence de l'esprit démocratique puisqu'il vient de renouveler sa confiance au chancelier Adenauer. Qu'un homme d'État ne soit pas congédié après être resté longtemps au pouvoir et y avoir réussi, l'événement a paru d'une rare platitude aux plus acérés commentateurs qui n'ont pas manqué d'évoquer, non sans esprit, la classique lourdeur allemande. Et certes, pesé aux balances françaises, le vieux chancelier ne sera pas jugé trop léger et il incarnera parfaitement une Allemagne sans poésie, attachée aux réalités et qui, comme un adolescent retardé, n'a pas encore bien liquidé le complexe du Père.

Lorsque Adenauer vint au monde, Bismarck régnait dans toute sa gloire, et le seul cailou dans sa botte, à cette époque de Kulturkampf et de combat contre l'Église, était son adversaire Windhorst, le fondateur du « Centre » et de la démocratie chrétienne allemande. Au cours d'une vie longtemps sans éclat, la sagesse catholique, le bon sens rhénan, la prudence bourgeoise composent en lui un type d'Allemand sans complaisance d'abord pour les démesures wilhelmines et ensuite pour les excès totalitaires. Bourgmestre de Cologne dans l'entre-deux-guerres, il semble avoir atteint par cette charge municipale le sommet d'une carrière qui avait été surtout provinciale, et, lorsque les nazis l'en chassent, tout indique qu'il est précipité dans l'obscurité et l'oubli. A la défaite de l'hitlérisme, il réapparaît septuagénaire, sur la scène politique, non pas pour poursuivre ou achever une tâche interrompue, mais pour commencer une deuxième vie et tenter une

entreprise neuve : il fonde la C. D. U. en faisant éclater la confessionnalité du vieux « Centre » et en bâtissant une maison politique dans laquelle, suivant l'espérance de Windhorst, les protestants sont aussi à l'aise que les catholiques. Élu de justesse chancelier par le premier Bundestag d'une Allemagne libre, il est le reconstruteur d'un pays et d'un peuple ; il repousse toute politique de bascule entre l'Est et l'Ouest, et il choisit l'Occident ; par l'absolu de la conviction et pour mieux exorciser les démons nationalistes de l'Allemagne traditionnelle, il se fait le champion de l'Europe unie, et, au soir de sa première victoire électorale, il y a quatre ans, c'est le drapeau européen qu'il fait hisser au-dessus de la chancellerie de l'Allemagne.

Lorsqu'une grande idée prend figure concrète, elle en devient plus vulnérable. Adenauer, l'Européen, est en France la cible des polémiques qui mobilisent les passions nationalistes et anticléricales contre l'« Europe allemande » et l'« Europe vaticane ». Et de l'échec de la C. E. D., on attendait, entre autres bonheurs, le déclin rapide du chancelier.

Or l'Allemagne 1957 s'appelle plus que jamais Adenauer, ce qui a réduit les censeurs frustrés à incriminer l'incurable prosaïsme de l'Allemagne contemporaine dont, en effet, est responsable le vieux chancelier. Mais il suffit de penser au mal qu'a fait au monde la poésie sinistre du romantisme politique allemand pour bénir le bon prosateur dont le masque immobile décourage l'ironie et le fanatisme, mais pourrait signifier une victoire de l'esprit de Windhorst sur la tradition de Bismarck.

E. B.

Sagesse catholique
et
bon sens rhénan

J. FONTANET : A l'arrière-plan des désaccords qui se sont manifestés à propos de la loi-cadre, il y a, me semble-t-il, des divergences fondamentales sur l'interprétation même des événements d'Algérie, de leur nature, de leur cause.

Pour les uns, il est clair que la rébellion consiste essentiellement en une entreprise de subversion, inspirée, organisée et dirigée de l'extérieur, au bénéfice de la stratégie mondiale du communisme.

La population n'y aurait aucune part : elle n'apporterait son aide aux fellaga que sous la pression de la terreur. La première tâche serait donc d'éliminer physiquement les quelques dizaines de milliers de fanatiques, de hors-la-loi, de bandits qui sont les instruments de la guerre qui nous est faite. Rien n'empêcherait plus alors la population de manifester librement l'attachement qu'elle continue à nous porter et de bénéficier des avantages que lui assure notre présence.

J.-M. DAILLET : C'est la thèse soutenue chaque semaine par *Carrefour*...

J. FONTANET : C'est approximativement l'opinion d'une partie de la droite.

Pour d'autres, au contraire, s'il est indéniable que la rébellion a été encouragée et exploitée par l'étranger, ses causes profondes sont d'ordre local. Elle exprime une revendication issue des masses elles-mêmes, qui se trouvent ainsi confusément solidaires

Faut-il, au contraire, comme je le pense, faire entrer en ligne de compte de puissants facteurs idéologiques, admettre que ce sont des revendications nationalistes qui sont le moteur essentiel de la rébellion ? La solution à rechercher devra alors faire une large part aux réformes politiques et répondre à la volonté des Algériens musulmans « d'exister politiquement ».

G. LE BRUN KERIS : Après trois ans, tout au long desquels la rébellion a pu diffuser les slogans de sa propagande, je crois vain de nier l'existence chez les populations musulmanes d'Algérie d'aspirations nationalistes, même si ces aspirations ont davantage leur source dans toutes les amertumes, toutes les frustrations nées de la misère, que dans une notion claire de ce que représenterait le mot aujourd'hui magique d'indépendance...

J. FONTANET : Des indices certains démontrent l'existence, même chez la population apparemment attentiste, d'une effervescence politique : par exemple, l'avidité avec laquelle des musulmans lisent certains journaux métropolitains, tels que *Le Monde* ou *L'Express*...

G. LE BRUN KERIS : D'accord. Toutefois, si le désir amer, douloureux d'un changement s'est cristallisé autour de revendications politiques, c'est dans l'espoir qu'un nouveau statut politique amènerait la fin de la misère. Sinon, gare...

Par le dépôt d'une nouvelle loi-cadre, ou sous toute autre forme, le gouvernement devra reprendre l'initiative politique en Algérie. Pourquoi ? Comment ? Quatre collaborateurs de Franco-Forum en discutent devant vous.

L'Algérie à l'heure

des rebelles, même si elles n'épousent pas leur fanatisme, même si leur conscience politique fruste les rend peu perméables à certains slogans du F. L. N., même si elles supportent avec une lassitude croissante les exigences et les exactions des fellaga.

Si cette seconde interprétation est la bonne, ce que je crois, il n'y a pas de solution purement militaire au problème algérien, non seulement parce qu'une victoire définitive sur des guérilleros bénéficiant de la connivence de la population est beaucoup plus difficile à remporter, mais encore parce que, même si l'appareil militaire de la rébellion pouvait être extirpé du corps de l'Algérie, le ralliement de la population ne serait pas acquis pour autant, la vie administrative et politique du territoire ne pourrait pas reprendre son cours normal et tout menacerait de flamber à nouveau, sitôt nos troupes retirées. Dans cette hypothèse, l'effort militaire n'est donc que l'une des conditions préalables à la véritable solution.

J.-M. DAILLET : Je suis d'accord sur les grandes lignes de cette analyse, mais il est nécessaire, je crois, de la compliquer un peu. On peut s'entendre sur le caractère principalement local des causes de la rébellion, penser que l'action de l'étranger n'aurait pas été aussi efficace si elle n'avait trouvé, en Algérie, une situation « objectivement révolutionnaire », et pourtant aboutir à des conclusions assez différentes sur le plan politique.

Faut-il, en effet, juger que le soulèvement des Algériens musulmans est surtout une révolte primaire contre la « clochardisation », pour parler comme Germaine Tillion ? La réponse serait alors avant tout dans une action économique et des réformes sociales poussées, et dans une lutte efficace contre la sous-administration.

L'indépendance, qui donnerait aux musulmans d'Algérie le sentiment « d'exister politiquement » en leur ôtant simultanément les moyens mêmes « d'exister physiquement », ne peut être, de leur propre point de vue, une solution adéquate.

M. MASSENET : Le Brun Keris a raison de souligner combien sont imbriqués les sentiments de frustration matérielle et de frustration politique. Faut-il en conclure qu'il serait possible de rallier la grande masse des Algériens musulmans en leur offrant de substituer au slogan d'indépendance celui d'égalité, qui peut répondre aussi bien à leurs aspirations politiques et beaucoup mieux à leurs revendications de mieux-être ?

G. LE BRUN KERIS : On peut certes penser que la perspective d'une politique authentique d'intégration de la population musulmane dans la communauté française éveillerait en Algérie encore plus d'écho qu'on ne l'imagine parfois. Mais je crois que l'intégration est impossible. Économiquement, d'abord. Mme Germaine Tillion a publié un livre extrêmement intéressant où elle démontre très bien pourquoi l'intégration pourrait être une solution pour l'Algérie. Mais elle supprime d'un trait tous les problèmes de l'Afrique noire. Elle dit : « Nous pouvons bien donner 400 milliards par an à l'Algérie », en oubliant, que le jour où nous donnerons ces 400 milliards à l'Algérie, nous verrons se presser au portillon tous nos territoires d'Afrique noire pour nous en demander autant, et nous dire, très légitimement : « Vous n'allez pas faire ce cadeau comme prime à la rébellion et le refuser à notre fidélité. »

Pense-t-on aussi aux problèmes politiques que poserait l'entrée au Parlement français de 400 députés originaires des territoires sous-

développés de l'Union Française ? Car la parité devrait être accordée également en ce qui concerne la représentation des populations.

M. MASSENET : Dois-je vous dire, cher ami, que vous enfoncez une porte ouverte ? Bien entendu, il n'y a pas de partisans de l'intégration au sens où vous l'entendez. Il y a des hommes qui, constatant que nous n'avons pas d'institutions propres à supporter un développement poussé des autonomies locales, en tirent la conclusion logique : pour l'instant, force nous est bien de rechercher, dans le cadre de la République unitaire, les solutions aux problèmes posés. Mais j'anticipe, sans doute...

J. FONTANET : Nous avons parlé jusqu'à présent de la population à rallier comme si elle constituait un tout relativement homogène. Mais en est-il bien ainsi ?

Qui rallier ?

M. MASSENET : Certes, non. D'une part, nous avons affaire à certains adversaires irréconciliables. Puis à la masse, portée à l'attentisme. Enfin, il y a des hommes en réserve susceptibles de jouer un rôle réel dans l'édification d'une Algérie nouvelle. Je

M. MASSENET : Vous venez de parler de la sociologie de la guerre d'Algérie. Il est bon de se souvenir, en effet, qu'il existe une Algérie concrète, une Algérie réelle, dont les débats que nos assemblées consacrent à la « question algérienne » apparaissent, hélas ! bien éloignés.

Comme me le disait cet été M. Delavignette, à son retour d'un voyage là-bas, « la seule réalité algérienne, aujourd'hui, ce sont les communes et les S. A. S. dans la mesure où elles fonctionnent ». Il ne faut pas se dissimuler, en effet, que l'Algérie est

des lois-cadre

ne veux pas parler des anciens cadres d'une Algérie bourgeoise, qui ont montré d'ailleurs que leur fidélité à la France était finalement bien faible...

J. FONTANET : Et qui n'ont même pas acquis de véritable influence au sein de la rébellion parce qu'ils ont toujours galopé après elle, sans jamais réussir à la rattrapper.

M. MASSENET : Exactement. Je veux parler, au contraire, de ces hommes neufs qui peuvent exercer demain des responsabilités réelles, les uns issus de la lutte contre la rébellion, les autres, engagés dans la rébellion elle-même, mais sans être devenus nos ennemis irréductibles, et qui sont capables de posséder un sens politique qui fait défaut à nombre des chefs de bande ; ainsi, je crois qu'il y a dans les maquis un certain nombre d'étudiants idéalistes, qui sont actuellement peut-être prisonniers de commissaires politiques extrêmement rigoureux, mais qui, une fois rendus à eux-mêmes, pourront être des partenaires sympathiques et utiles.

G. LE BRUN KERIS : J'insisterai moi aussi très fortement sur la nécessité absolue de ne pas miser à nouveau sur les anciennes clientèles du gouvernement général. Lorsqu'on connaît la sociologie de la guerre d'Algérie — pardonnez-moi cette expression pédante, — on sait que la rébellion est d'essence populaire et rurale, c'est-à-dire qu'elle a eu lieu autant contre les vieux bourgeois encroûtés, mis en place par nous, que contre nous-mêmes. Et ces vieux bourgeois le sentent, qui s'inquiètent de « l'avènement des bergers », comme ils disent aujourd'hui entre eux. Nous ferions donc une double faute en les faisant revenir.

De gauche à droite :

Jean-Marie Daillé, Georges Le Brun Kéris, Joseph Fontanet, Michel Massenet.

encore loin, sur le plan de ce qu'on a appelé la pacification, de la mise en place d'institutions stables, ou même évolutives. Pourquoi ? Parce que le simple retour à l'ordre et à la sécurité a été retardé, à la suite d'un tournant dans l'histoire de la guerre auquel on n'a pas pris toujours garde, et qui a été l'apparition de l'aide massive fournie au F. L. N. du côté de la frontière tunisienne. Mais, depuis la riposte qui vient d'être décidée, cet été, sous la forme de la fermeture de la frontière, les forces de l'ordre se trouvent face à face avec le maquis. Si je voulais brosser un tableau très bref de la situation, je crois qu'on pourrait prendre acte du fait que la lutte contre le terrorisme urbain est parvenue

désormais à un réel degré d'efficacité, et que, d'autre part, dans le bled, l'armée, qui a mis deux ans à s'adapter, dispose maintenant d'un instrument capable de nous donner, pour autant qu'elle soit possible en Algérie, la victoire militaire, c'est-à-dire un début de pacification par les armes, abstraction faite de tout ce qui doit venir au-delà.

Où en est la pacification ?

J.-M. DAILLET : Mon cher Massenet, vous êtes bien optimiste en ce qui concerne la situation militaire. La plupart de mes amis, aspirants ou lieutenants en Algérie, me disent la chose suivante : lorsqu'ils disposent de 250 hommes pour surveiller 25 kilomètres carrés, ce chiffre est manifestement insuffisant. Mais en auraient-ils 500, leur surveillance serait à peine plus efficace étant donné

même défaut que la ligne Maginot : celui de s'interrompre en un certain endroit, et que, dans un pays aussi difficile à garder et avec autant de frontières, y compris des frontières maritimes, les barrages ne soient de toutes façons contournés, sinon franchis.

J'incline à croire, au contraire, que c'est dans la mesure où la rébellion sera coupée de ses bases populaires, par des initiatives politiques efficaces, que la situation militaire pourra être réellement et durablement améliorée ; et c'est l'objectif que l'on assigne, en effet, dans les milieux officiels aux réformes accomplies dans les zones en voie de pacification, qu'il s'agisse de l'installation de S. A. S., de S. A. U. ou de municipalités. Or, là non plus, je ne veux pas sous-estimer le travail qui s'accomplit. J'ai même éprouvé beaucoup d'admiration pour la foi, le zèle avec lequel officiers et civils coopèrent à cette œuvre. Malheureusement, je ne pense pas qu'elle ait autant de valeur politique qu'on lui en attribue. Certes, soigner des enfants ou des vieillards, aider des assistés à obtenir leurs allocations, résoudre des cas sociaux n'est pas seulement accomplir une tâche bienfaisante ; cela permet de reprendre contact avec la population, cela comble un vide, causé par la sous-administration, et qui avait permis au F. L. N. d'asseoir son influence. Donc, tout cela n'est pas sans valeur. Mais je ne pense pas que cette reprise de contact sur le plan administratif puisse être assimilée purement et simplement à un ralliement politique.

Ces réserves me paraissent encore plus nécessaires lorsqu'il s'agit d'apprécier la valeur politique de la réforme municipale en cours en Algérie. A de rares exceptions près, ces municipalités nouvelles ne donnent pas une impression d'authenticité véritable. Je suis convaincu que la raison principale de cet échec est l'absence d'un cadre politique adéquat au sein duquel toutes ces initiatives pleines de bonne volonté et même de générosité puissent trouver leur sens et leur portée aux yeux des musulmans.

La loi-cadre et la manière de l'appliquer

M. MASSENET : Vous justifiez la loi-cadre...

J. FONTANET : Mais je crois, en effet, qu'une initiative politique est nécessaire et que le procédé de la loi-cadre peut avoir des avantages, ce qui ne signifie pas que n'importe quel texte soit bon, ni surtout que le texte soit tout, alors qu'à mon avis le contexte est encore plus important.

La loi-cadre n'est qu'un instrument. Ce qui compte, c'est la politique qu'elle prétend définir. Depuis des années, on a tellement usé, et mal usé, de mots et de textes au sujet de l'Algérie que les musulmans sont encore plus que nous blasés à l'heure actuelle à cet égard. Ce n'est pas la lettre de tel ou tel projet qu'ils jugeront, mais le contexte politique, dans lequel le texte sera présenté et appliqué, les actes qui prouveront ou ne prouveront pas une volonté réelle de changement. A cet égard, la maladresse invraisemblable avec laquelle le gouvernement démissionnaire a procédé à l'élaboration du texte, l'absence de sondages auprès des musulmans, l'étalage en public de ses hésitations, de ses réticences, avaient terriblement compromis les chances de sa loi-cadre.

G. LE BRUN KERIS : Lorsque je vois comment a été élaborée la loi, j'ai très peur, en effet, qu'on se serve mal des dispositions transitoires qu'une autre loi-cadre ou toute initiative analogue, devra, comme la précédente, inévitablement prévoir. Je sais trop qu'en Algérie les gouvernements proposent et qu'une administration que je connais bien dispose. Or ces dispositions transitoires aboutissaient à faire nommer à peu près complètement les premières assemblées, celles-là mêmes qui devraient jouer un rôle attractif sur l'opinion musulmane. Nous risquons alors de voir revenir tous les « *beni oui-oui* » dont nous parlions tout à l'heure, avec les conséquences que nous évoquions. Ce serait une erreur colossale.

Michel Massenet

Georges Le Brun Keris

Un État fort capable d'être libéral.

Les réalités concrètes de l'Algérie.

que l'adversaire bénéficie d'une habitude ancienne du terrain, d'une adaptation atavique au climat, de la connaissance parfaite de la langue et de la plupart des habitants de la zone où il opère. En tout cas, une victoire militaire, comme vous dites, ne serait concevable qu'en cas de batailles rangées ; or vous savez précisément que l'ennemi fait tout son possible pour les éviter.

J. FONTANET : Je trouve, moi aussi, trop optimiste le jugement de Massenet sur la situation militaire. Je conviens que la lutte antiterroriste a atteint, dans les villes, une efficacité certaine. L'atmosphère de détente observable aussi bien dans les quartiers à prédominance européenne que dans les quartiers à prédominance musulmane est un résultat dont je reconnais l'importance.

Néanmoins, il me semble que les Européens eux-mêmes s'illusionnent sur la portée de cette amélioration de leur condition de vie quotidienne. En réalité, on a détruit les noyaux terroristes dans les villes, mais il ne semble pas que l'on ait sensiblement affaibli l'appareil militaire de la rébellion. Les pertes que nous infligeons aux bandes sont lourdes ; mais elles font apparaître aussi l'aptitude que ces bandes ont encore à se reconstituer, malgré la lassitude des hommes. Je suis sceptique sur les conséquences du verrouillage des frontières. Je crains que ces verrous n'aient le

J.-M. DAILLET : Le premier changement devrait donc être accompli au niveau de l'administration ?

M. MASSENET : Vous évoquez là une question redoutable, celle de l'effroyable dispersion du pouvoir en Algérie. L'Algérie, à certains égards, est presque une région hors d'atteinte du pouvoir politique français, et également du pouvoir du ministre de l'Algérie. D'ailleurs, la plupart des abus qui ont été signalés à l'opinion, quelquefois avec un peu trop de mise en scène, proviennent à mon avis d'une indiscipline fondamentale dans la vie administrative algérienne. Une condition préalable à remplir pour la mise en œuvre des réformes politiques en Algérie serait que le pouvoir central confié à un certain nombre de *missi dominici* le soin de veiller sur place à la mise en œuvre des conceptions de rénovation politique, à la lumière d'une doctrine d'action clairement formulée.

G. LE BRUN KERIS : Le meilleur passage de la loi-cadre est certainement celui qui prévoit la suppression du gouvernement général. Je crois que l'on ne pourra jamais rien faire en Algérie tant que demeurera cet énorme building qui écrase non seulement la ville d'Alger, mais tout le territoire sous sa masse.

M. MASSENET : Personnellement, je suis à tel point d'accord avec vous que je me suis mentalement proposé sa transformation future en un immeuble d'H. L. M. !

J.-M. DAILLET : L'indiscipline administrative n'est cependant pas la seule raison de la confusion qui règne actuellement en Algérie. Cette confusion ne vient-elle pas de la tête ? Ainsi était-elle évitable avec une politique qui était élaborée un œil sur le congrès S. F. I. O. de Toulouse, l'autre sur *L'Écho d'Alger* ?

M. MASSENET : Nous sommes donc d'accord pour juger qu'il était nécessaire de concevoir une loi-cadre. Que sa conception ait été décevante, tout au moins dans le dernier stade qui était un stade de désordre politique, c'est autre chose ; mais j'ai été moi-même frappé, dans mes conversations avec certains chefs de l'armée, de voir à quel point ils avaient conscience du caractère politique de leurs actes et du désir qu'ils avaient de voir précisément ces actes encadrés, acheminés par le pouvoir politique vers des fins clairement définies. Simplement, le problème est de savoir, comme l'a bien souligné Le Brun Keris, dans quelle mesure la mise en œuvre d'une telle loi-cadre correspondra aux intentions de ses auteurs.

G. LE BRUN KERIS : Au cours des derniers mois, j'ai assisté à la mise au point de la loi-cadre élaborée par le gouvernement Bourges-Maunoury. Elle a consisté, malheureusement, en une lente désintégration du projet initial, pour lequel on s'était inspiré d'idées qui me semblent assez justes : partir de la base territoriale qui correspond à la complexité de l'Algérie, à la diversité de ses régions et de son peuplement ; superposer à ces territoires un échelon fédéral pour l'Algérie. Le mot fédéral ne doit pas induire en erreur ; il s'agit d'un fédéralisme interne à l'Algérie qui n'empêche nullement l'Algérie de demeurer partie intégrante de la République. Je demande à ceux qui insistent pour que l'on s'en tienne exclusivement à l'échelon du territoire de voir que ce serait la meilleure manière d'aboutir très rapidement à une Algérie centralisée : car, lorsque l'on a trop l'air de vouloir diviser pour régner, on apporte une prime à toutes les centralisations. En outre, il convient, ne l'oublions pas, de créer un outil administratif viable, dans un pays économiquement unifié. Il faut des institutions à Alger ; ne recommençons pas la bêtise qu'avaient faite, à une époque, les Américains, quand leurs chemins de fer dans chacun des États, fonctionnait de façon strictement autonome, ce qui avait pour résultat de rendre impossible la traversée du territoire américain en chemin de fer. D'autre part, du point de vue politique, s'il n'y a à l'échelon d'Alger qu'un indice de coordination, je crains que le

mot ne soit trop faible et surtout trop peu attractif, trop maladroït psychologiquement. Songeons que le statut de 1947 avait déjà créé une Assemblée algérienne.

M. MASSENET : Pour les musulmans, croyez-vous que ce soit le vocabulaire qui compte, ou au contraire le contenu des responsabilités réelles qui vont leur échoir dans l'avenir algérien ? Par contre, les Européens, et pas seulement les ultras, sont très sensibles aux mots.

Les Européens d'Algérie

G. LE BRUN KERIS : En ce qui concerne les Européens d'Algérie, je suis plutôt porté à penser qu'il ne faut pas juger uniquement leur réaction sur certaines apparences. D'abord, ils sont moins un-

Jean-Marie Daillet, Joseph Fontanet

L'Algérie dans le contexte africain . . . Ce que l'on donne et la façon de le donner.

nimes qu'on ne le dit. Ils ont bien souvent des porte-parole extrêmement abusifs, auxquels malheureusement M. Lacoste lui-même a paru accorder bien trop d'audience. Lorsqu'on s'adresse à l'homme de la rue, et je prends le mot dans un sens extrêmement large, on trouve beaucoup mieux. J'ai été très frappé du changement de mentalité que j'ai pu observer par exemple chez les maires de petite localité qui sont pourtant ceux qui auraient le plus le droit à des circonstances atténuantes. Chez ces hommes-là, j'ai senti un effort de réflexion sur eux-mêmes extrêmement profond. Certes, la situation des Algériens de souche française est à beaucoup d'égard pathétique, et il peut arriver que les nerfs cèdent, que la police soit débordée, j'ai assisté moi-même à l'un de ces moments affreux ; mais je ne crois pas, pour ma part, sauf si vraiment on s'emploie à les soulever, qu'ils puissent réellement commettre des gestes irréparables.

M. MASSENET : Je suis le premier à regretter et même à condamner une certaine crispation des Européens, qui nuit à leurs propres intérêts, mais je voudrais tout de même attirer votre attention sur certains aspects défendables de leur psychologie. Je ne crois pas que l'on puisse leur demander, à la fois, d'accepter le collège unique, qui leur impose un terrible sacrifice de représentation,

quelquefois la suppression de toute représentation, alors que leur vie quotidienne dépendra des décisions des instances mises en place par la loi-cadre ; et, d'autre part, d'accepter aussi le fédéralisme, qui risque, en éloignant la souveraineté française, de réduire à néant les possibilités réelles d'arbitrage de la métropole.

G. LE BRUN KERIS : Je pense bien interpréter la pensée de Massenet en disant qu'à ses yeux le problème du collège unique revêt un caractère en partie artificiel puisqu'il faudra bien évidemment, introduire dans la loi les aménagements nécessaires pour éviter d'écraser les Européens. Le collège unique, j'ai bien peur, en effet, que nous ne l'offrions en pâture aux musulmans alors que ce n'est peut-être pas leur revendication essentielle. Ils le demandent surtout dans la mesure où ils y voient une reconnaissance de leur dignité, un test de leur plénitude humaine. Seulement, les mots de collège unique ont pris, maintenant, une espèce de valeur magique. Ils sont devenus, pour les musulmans, la pierre de touche de notre volonté de réforme, si bien que nous sommes enchaînés, rivés à cette nécessité d'instituer le collège unique, même si c'est finalement un faux problème. Sinon, nous aurions l'air vraiment, une fois de plus, de revenir sur une promesse faite.

Institutions et constitution

M. MASSENET : Nous sommes donc ramenés au problème des institutions algériennes elles-mêmes.

Or, pour ma part, je ne le cache pas, je suis actuellement en défiance à cet égard. D'un côté, j'estime que la conception de la loi-cadre, retenue par le gouvernement Bourghès-Maunoury implique un pouvoir fédérateur ; car, si le fédéralisme interne à l'Algérie peut, à la rigueur, être compatible avec l'unité de la République, la création à Alger d'institutions susceptibles de constituer, au stade embryonnaire, je le veux bien, des organes d'État, exige que nous nous prémunissions contre tout risque de sécession dans une perspective fédérale éventuelle à long terme. Cela impliquerait un changement non pas seulement de l'article VIII de la constitution, mais de l'ensemble de la constitution.

G. LE BRUN KERIS : Entièrement d'accord, à condition de ne pas faire de la réforme constitutionnelle une sorte de préalable aux réformes politiques, ce qui retarderait par trop leur application en raison des inévitables délais imposés par la procédure de révision de la constitution.

M. MASSENET : En outre, devons-nous engager l'Algérie dans une direction où ne pourrait pas la suivre, sans catastrophe, l'Afrique noire ? N'allons-nous pas placer M. Houphouët-Boigny dans une situation impossible, si nous le dépassons au nord par l'installation à Alger d'institutions fédérales ?

J.-M. DAILLET : En ce qui me concerne, je pense que ce qui serait souhaitable pour l'ensemble de l'Union Française, c'est précisément une homogénéité un peu plus grande qu'elle n'en a actuellement. Ne ressemble-t-elle pas à un cake extrêmement hétérogène, qui risque, dès lors, de s'effriter rapidement ?

G. LE BRUN KERIS : Mon cher Daillet, faites bien attention, car il ne faut pas oublier que nous avons affaire, en Algérie et en Afrique noire, à deux problèmes d'une nature totalement différente. En Afrique noire, nous avons affaire à un problème colonial, concernant les rapports entre une métropole et un territoire qui en dépend ; en Algérie, nous avons affaire à un double problème de minorité : d'un côté, la minorité du nombre, celle des Européens ; d'autre part, la minorité de situation, celle des musulmans, bien qu'ils aient le nombre pour eux. Il est aisé de comprendre ce que cela entraîne de complexité, de psychologie embrouillée, si je puis parler ainsi. Le problème algérien se situe ainsi très au-delà

des problèmes coloniaux que nous avons à résoudre ailleurs.

J.-M. DAILLET : Bien sûr je ne nie pas cette évidence que les problèmes politico-sociaux présentent bien des différences entre territoires d'Afrique noire et Algérie ; mais vous savez bien que l'aspiration à l'indépendance, que nous le voulions ou non, se répand partout à une vitesse qui s'accélère et que les attitudes des leaders d'Afrique noire et celles des nationalistes de tout le monde arabe se ressemblent de plus en plus. La loi Defferre a eu le mérite de permettre aux jeunes élites noires de discuter avec nous de leur promotion à l'auto-administration, tout en maintenant des liens politiques avec la France. La loi-cadre pour l'Algérie me semble, elle, très en retard sur la loi Defferre, et je ne vois pas comment pourrait se produire, dans ces conditions, un choc psychologique parmi les jeunes Algériens « intéressants » dont nous parlions tout à l'heure, parce qu'ils ont certainement les yeux tournés vers le Togo — et d'ailleurs, bien plus près d'eux, vers la Tunisie et le Maroc. En définitive, je ne vois personnellement que deux attitudes françaises qui puissent intéresser les musulmans d'Algérie : l'intégration pure et simple avec égalité absolue de droits, de devoirs, de représentation parlementaire, ou la négociation avec, bien entendu, nos véritables adversaires du F. L. N. et du M. N. A. Seulement, les Français d'Algérie ne peuvent accepter la première et refuseront toujours l'autre, et j'observe qu'ils n'ont jamais proposé ni approuvé de solution intermédiaire.

Cette parcelle d'amour...

J. FONTANET : Je pense que l'argumentation de Daillet pêche par excès de cartésianisme et d'apriorisme. Bien entendu, notre politique doit avoir un minimum de cohérence, d'unité.

Mais, d'un autre côté, il est incontestable que la situation algérienne repose sur des données absolument originales.

S'il est vrai que nous n'avons plus de temps à perdre, je crois cependant sincèrement qu'en Algérie rien n'est encore irrévocablement noué. Au cours de mon dernier voyage en Algérie, j'ai eu, en effet, une fois de plus le sentiment aigu de la marque profonde que cent trente années de notre présence ont laissée dans le pays — je songe à ce jeune musulman qui ne m'a pas caché ses sentiments nationalistes et qui me disait cependant : « Nous ne pouvons imaginer d'autres partenaires que vous ; nous n'allons tout de même pas apprendre une autre langue que le français ! » Ils comptent aussi, les liens économiques, véritablement impossibles à rompre sans catastrophe pour l'Algérie, qui se sont tissés d'une rive à l'autre de la Méditerranée. En survolant les massifs de Kabylie, où vit une population d'un million d'habitants, d'une densité égale à celle de la Belgique, je songeais aux dizaines et dizaines de milliers de travailleurs algériens en France dont les mandats sont la principale ressource de cette région. Peuvent-ils vraiment croire à la rupture avec la France ?

Il faut mettre aussi dans la balance l'attachement passionné des Européens à ce pays, leur véritable patrie ; la foi, le dévouement de nombreux soldats et administrateurs pour donner à l'un des plus pathétiques problèmes de l'histoire une solution pleinement humaine. Ce sont des facteurs qui ont leur poids, même s'ils ne s'expriment pas en termes comptables.

Sur place, dans cette Algérie fiévreuse et active, brûlée de soleil et de passions, où se côtoient et s'affrontent le fanatisme et l'héroïsme, l'égoïsme et l'abnégation, le crime et la charité, on ressent avec évidence combien une argumentation sèchement logique comme celle de Raymond Aron rend un son faux. Oui, dans l'évolution des événements d'Algérie, cette « parcelle d'amour » dont parlait Lyautey peut encore jouer un grand rôle. Je suis convaincu que, si nous le mettons enfin véritablement dans nos actes, il n'est pas trop tard pour empêcher la France de perdre l'Algérie et l'Algérie de perdre la France.

ASPECTS ACTUELS DE LA COMPÉTITION EST-OUEST

1. — Les tentations économiques du communisme

Le lancement du « spoutnik », démonstration spectaculaire des récents progrès de la technique soviétique, assure une vigueur nouvelle à l'offensive de pénétration économique menée par l'U. R. S. S. dans plusieurs pays du bloc de Bandoeng.

La commission des Affaires Étrangères du Sénat américain s'inquiétait déjà de l'importance de l'aide apportée par l'Union Soviétique aux nations sous-développées, qu'elle estimait du même ordre que celle accordée à l'époque par les États-Unis.

Pour mesurer la portée de ces récents accords et analyser le rôle assigné aux armes économiques dans le défi lancé par l'U. R. S. S. à l'Occident dans les pays du « Tiers Monde », il nous a paru utile de nous livrer à une étude historique de ce nouveau processus de pénétration communiste, qui ne représente que l'un des aspects de la tactique soviétique, par ailleurs en constante évolution.

La mesure de l'offensive communiste.

Cette offensive s'effectue sous trois formes principales, bien souvent simultanées : en premier lieu, les échanges commerciaux sont développés ; puis une aide financière est offerte ; enfin, une aide technique assurera au bénéficiaire la possibilité d'utiliser machines et techniques récemment acquises.

1° *Les accords commerciaux* : la gamme des produits offerts par le groupe communiste est très étendue. Des locomotives aux matériels pour sucreries, des moteurs Diesel aux produits chimiques, des véhicules automobiles aux machines à écrire, il s'agit des types d'articles les plus convoités par ces pays en quête d'industrialisation. Ces livraisons sont effectuées en échange de la vente des produits locaux (le plus souvent agricoles). C'est ainsi que la seule U. R. S. S. a acheté, au cours de l'année écoulée, les 50 % du coton, les 75 % de la laine et les 90 % des produits oléagineux de l'Afghanistan ; lors de la dernière campagne, elle a acquis trois fois plus de coton égyptien que la France.

Dans le cadre de ces accords, Moscou consent à des règlements et à des paiements dans la devise nationale du pays intéressé ; d'autre part les prix des produits offerts peuvent être souvent inférieurs à ceux proposés par les pays occidentaux (parfois de 20 à 30 %) dans le cadre des transactions commerciales nouvelles.

Néanmoins, on le voit, l'U. R. S. S. évite de donner à son concours la forme d'une « aide charitable » et préfère recourir à des « contrats bilatéraux du plus pur style capitaliste ». C'est ce que souligne M. Michel Lecomte dans un très intéressant article récemment publié par la *Revue Politique et Parlementaire*. Il ajoute : « Des techniciens sont mis à la disposition des gouvernements locaux par des contrats de louage de services, les capitaux accordés sous forme de prêts gagés sur la production locale, celle-ci fût-elle inutile à l'économie soviétique (coton égyptien, fruits secs afghans, etc.) ; outre l'avantage psychologique immédiat, cette politique permet aux pays intéressés d'établir, ou tout au moins de s'en donner l'illusion, des plans à long terme sans ingérence politique ou économique apparente. »

Il faut également mentionner la participation active des pays communistes aux grandes manifestations commerciales, telles que foires, expositions, etc.

Ainsi, malgré la modicité relative de la part du groupe communiste dans les échanges mondiaux, le marxisme se propage sur le dos des marchandises. Et les Russes et leurs satellites veulent écarter tous les doutes qui pourraient exister quant à leur capacité commerciale.

2° *L'aide financière* : sans parler des étonnantes propositions soviétiques pour la construction du fameux barrage d'Assouan, on peut dégager de l'ensemble des prêts déjà consentis les cinq points suivants :

- ces crédits prévoient une assez longue période de remboursement, en moyenne dix ans ;
- leurs taux d'intérêt sont faibles : entre 2 et 2,5 % ;
- ils concernent des investissements qui s'insèrent dans le cadre des plans de développement nationaux ;
- ils font l'objet de négociations très brèves : le principe en est admis rapidement, le soin de régler les détails étant laissé aux techniciens ;
- leur octroi ne semble pas comporter pour le pays emprunteur de stipulation visant sa politique commerciale ou monétaire.

En 1956, l'Union Soviétique a accordé un prêt de 42 millions de livres sterling à l'Union Indienne, pour la construction de l'aciérie de Bhilai par la Techno Export ; il est remboursable en douze ans au taux de 2,5 % et les fournitures d'équipement s'échelonnent jusqu'au milieu de 1959. Seront utilisés au maximum l'industrie, la main-d'œuvre et les matériaux locaux, seule la direction technique étant assurée par les spécialistes russes. L'usine, une fois achevée, appartiendra en pleine propriété à l'Union Indienne.

Ces avantages financiers incontestables sont soulignés par l'adresse et le soin que mettent les Russes à adapter leurs offres de crédit aux besoins économiques définis par les intéressés eux-mêmes.

3° *L'assistance technique* (envoi de spécialistes, création d'écoles, instruction de techniciens, octroi de bourses) est très appréciée. L'ensemble des projets techniques financés par l'U. R. S. S., hors du rideau de fer, se serait élevé — en 1956 — à plus d'un milliard de dollars. En Afghanistan, par exemple, 600 techniciens et ingénieurs russes musulmans étaient déjà sur place en 1956. A Rangoon, il a été créé une école technique supérieure pouvant accueillir mille étudiants ainsi que bibliothèques, stades et laboratoires.

L'expansion rapide des pays sous-développés dépendant, en grande partie, du potentiel technique et intellectuel, cette forme d'assistance présente un caractère très important. Et n'oublions pas les livraisons d'armes au Moyen-Orient...

Après ce rapide recensement des formes de l'offensive communiste, on peut se demander quelles en sont les limites. Jusqu'à présent, les promesses ont été tenues, et il ne faut pas mettre systématiquement en doute les possibilités du bloc oriental de mener à bien les programmes d'aide extérieure, malgré certaines pénuries intérieures. Il convient cependant de signaler l'affirmation du gouvernement indonésien — en août 1956 — déclarant

qu'il n'avait pas l'intention de renouveler les traités commerciaux conclus avec certaines démocraties populaires, car ils auraient occasionné une perte pour le pays de 24 millions de florins.

Les difficultés enregistrées en U. R. S. S. à la suite des événements de Pologne et de Hongrie, la réorganisation de l'économie entreprise sur la base des thèses de Khrouchtchev, le souci d'accélérer l'industrialisation de la Chine (traduit par des ventes d'or très importantes fin 56) peuvent ralentir la tendance présente.

D'autre part, on assiste parfois à une certaine désillusion, et l'Égypte, notamment, se tournerait volontiers vers des sources d'approvisionnement occidentales si elle pouvait disposer des moyens de financement voulus.

L'Occident dédaigné.

Avant que ne se déclare l'intérêt du Kremlin pour les pays sous-développés, ces derniers bénéficiaient de l'assistance exclusive des nations occidentales. Le concours de la Banque Internationale, l'assistance technique des Nations Unies, l'aide économique fournie à travers certains pactes régionaux (traités pour l'Asie du Sud-Est, Pacte de Bagdad et, principalement, le Plan de Colombo), l'aide bilatérale de certains pays (le fameux « Point 4 » du président Truman, par exemple) : tels sont les principaux aspects de l'assistance accordée par l'Occident.

Cependant le succès remporté par les propositions communistes permet de croire à des déficiences certaines dans la politique occidentale, qui paraît, en effet, être déphasée par rapport aux transformations vertigineuses dont nous sommes les témoins. Ces carences semblent résulter principalement :

— de la faible importance globale des crédits accordés par l'Occident ; ainsi, la B. I. R. D. (Banque Internationale de Reconstruction et de Développement) avait, en 1956, prêté moins du trentième des besoins minima en capitaux des pays économiquement en retard ;

— des modalités pointilleuses des prêts : de longues et minutieuses négociations préludent à la mise au point de l'aide, des

conditions — économiques et financières — sont exigées pour assurer l'orthodoxie des opérations, les taux d'intérêt sont élevés (5,625 % pour le prêt de 9,8 millions de dollars accordé à l'Inde en juin dernier) ;

— de la liaison de l'aide économique à un contexte politique : les prêts des États-Unis revêtent parfois aux yeux des emprunteurs des aspects proprement politiques difficilement conciliables avec les aspirations passionnelles d'indépendance. On se souvient des discussions entre Washington et Le Caire au sujet du financement d'Assouan et de leurs conséquences.

L'incapacité de l'O. N. U. à mettre sur pied un programme multilatéral d'assistance unifié et souple résulte largement de l'opposition des États-Unis à toute organisation qui masquerait l'identité des fonds d'aide et priverait le donateur du bénéfice publicitaire de son geste (1), et de la dispersion des efforts : M. Abelin a appris à l'O. N. U. étonnée que la France était le pays dont l'aide financière, 596 millions de dollars en 1955, était relativement la plus élevée, 1 % du produit national brut. Mais que l'on songe à l'éparpillement des circuits d'assistance aux membres de l'Union Française, la contribution de la France métropolitaine consistant bien souvent à équilibrer les budgets. Au lieu de diluer ces crédits dans l'anonymat des trésoreries, il serait plus efficace de les individualiser, dans le cadre de programmes de développement précis.

La création récente de l'International Finance Corporation, dont l'objet est de favoriser les investissements privés particulièrement dans les régions sous-développées ; le projet français d'une Agence pour le Développement Économique Mondial devant le Conseil de l'O. T. A. N., en mai 1956, indiquent heureusement une prise de conscience des nations libres.

(1) Notons cependant, que le Conseil Économique et Social des Nations Unies vient de recommander (malgré les votes hostiles des États-Unis, du Royaume-Uni et du Canada) la constitution d'une « commission préparatoire » pour la constitution du S. U. N. F. E. D. et la sélection de certains projets d'aide financière (vote du 31 juillet dernier).

Sénateur Knowland.

L'Asie doit être une bonne affaire.

Nous avons pu faire état, cependant, des limites du groupe communiste : la malléabilité de l'économie et des travailleurs est plus difficile que sous Staline et, d'autre part, les pays entrés dans l'engrenage économique de l'assistance du bloc oriental éprouvent parfois désillusion et crainte.

Par nature, l'économie des nations libres est plus apte à s'adapter aux nouvelles conditions de la bousculade politico-économique des pays sous-développés. Le respect des contrats, le sérieux des offres, la qualité de l'aide fournie sont des éléments d'importance qui doivent permettre de lutter efficacement contre l'infiltration communiste, dont le danger est maintenant ressenti par les puissances occidentales.

Certes, les difficultés rencontrées par le président Eisenhower devant le congrès en ce qui concerne ses projets d'aide à l'étranger indiquent où se situent les obstacles. C'est dire le rôle essentiel que peut jouer la France, dont certains pays viennent, avec surprise et espoir, d'apprécier la haute qualité des équipements ou des conseillers techniques (Japon, Union Indienne, Amérique latine, par exemple). De même l'association des territoires africains à la Communauté Économique Européenne revêt-elle dans ces perspectives une importance politique considérable en attendant que l'accroissement logique des contributions des partenaires européens de la France rende pleinement efficace le nouvel instrument.

Ainsi, à l'instant même de la conjonction inespérée du développement de la coopération européenne avec la participation des territoires d'outre-mer, d'une part, et d'autre part des difficultés économiques et sociales des pays de l'Est qui doivent inaugurer un « régime de croisière », il importe de trouver rapidement les formules originales susceptibles d'assurer aux peuples en pleine évolution ce bien-être, économique et politique à la fois, que seules les nations libres peuvent garantir.

Soyons-en persuadés, la chance de l'Occident, peut-être l'ultime, se joue aux frontières de la misère.

HENRI MARSAN.

Une usine aux U.S.A.

Hors de portée...

L'Union Soviétique et la Chine Populaire jouissent cependant auprès de beaucoup de gouvernements des pays encore récemment dépendants, d'un prestige, spécialement économique, très grand. En l'occurrence, le dicton « l'argent n'a pas d'odeur » se révèle faux : les fonds « colonialistes » étant discrédités par rapport aux fonds « socialistes ». L'action des puissances occidentales paraît s'être heurtée à une incompréhension certaine, peut-être parce que ces dernières n'ont pas su se libérer d'une conception émotionnelle de domination, séquelle de la période antérieure de colonisation.

L'ultime chance ?

Le développement des relations commerciales entre le groupe communiste et les autres marchés se déduit de son potentiel économique, et le relâchement des restrictions aux échanges Est-Ouest est un aspect du même problème. Mais, ce qui est en jeu ici, c'est, en fait, l'orientation économique et politique des jeunes pays en voie de développement.

Grâce à la coopération militaire des nations occidentales, l'impérialisme communiste a été obligé de stopper sa progression vers l'Atlantique et le Pacifique. C'est aujourd'hui l'Asie (où les derniers combats viennent de se terminer sur d'illusoirs parallèles) et l'Afrique (de la Méditerranée au Congo), sans oublier l'Amérique latine, qui constituent l'enjeu de la liberté. Or, comme l'affirmait Tibor Mende, « nous disposons de très peu de temps ». En effet, c'est avec notre aide que doit s'accomplir l'émancipation des populations affamées, et non contre nous. Celles-ci, qui viennent d'obtenir, parfois de conquérir, leur indépendance politique, recherchent avec passion à réaliser leur indépendance économique : les exemples spectaculaires de l'Union Soviétique et, surtout, de la Chine populaire constituent pour elles un attrait indéniab.

Mikoyan.

Un désintéressement calculé.

ASPECTS ACTUELS DE LA COMPÉTITION EST-OUEST

2. — Fièvre d'Orient et

LES crises orientales, qui remuent notre époque jusqu'à la bouleverser, sont de tous les temps. Et l'inquiétude occidentale, ainsi suscitée, a souvent essayé d'apporter, en ce monde voisin, des éléments d'ordre et de règle; elle n'y a guère réussi. Les dominateurs orientaux eux-mêmes ont échoué lorsqu'ils se sont heurtés aux régions les plus remuantes de l'Orient, comme les pays arabes. Et ces diverses déceptions parurent si définitives qu'elles se trouvèrent frappées en proverbes. La Rome chrétienne des premiers temps déplorait « l'Arabie fertile en hérésies », et, quelques siècles plus tard, les rudes Ottomans disaient dans leur langue verte de soldats ne plus pouvoir supporter « ni les sucreries de Damas, ni la gueule des Damasains ».

Encore le vieil Empire ottoman, si commode, suscite-t-il, en Occident du moins, quelque nostalgie; on découvre d'imprudentes traces de celle-ci, nous le verrons, dans des projets très récents. Mais les nationalismes lui ont donné le coup de grâce, et c'est avec eux qu'il faut compter aujourd'hui, dans des conditions que leur avènement a rendues effroyablement complexes. Ce sont eux qui donnent à l'Orient ces frissons, ces sursauts, ces spasmes; mais c'est peut-être aussi par eux que l'Orient se fait une place dans le monde et s'impose; ne serait-ce que par l'angoisse qu'il répand; du moins le croient-ils. « Le nationalisme arabe, s'écrie Anouar Sadat dans une émission récente de la *Voix des Arabes*, a appris et prouvé au monde que les Arabes constituent une force, qu'ils savent haïr, qu'ils savent se venger, qu'ils savent combattre » (16 novembre 1956).

LE DRAME PALESTINIEN

En présence de ces attitudes, l'Occident se comporterait volontiers, non sans quelque orgueil, comme un clinicien au chevet d'un malade que secouent les fièvres. Mais la comparaison boite, plus qu'il n'est tolérable en ce genre de parallèles: le patient n'a pas appelé le médecin et ne lui donne pas sa confiance; bien plus, il l'accuse d'être à l'origine de ses maux.

Les nationalismes orientaux n'ignorent sans doute pas ce qu'ils doivent à l'Occi-

dent; les Arabes lisent toujours Gustave le Bon, chantre de leur civilisation, et les Turcs vénèrent Léon Cahun, exhumateur de leurs annales asiatiques. Mais, lorsque l'on passe sur le plan politique, tout change. En dépit du Pacte Atlantique, est-on bien sûr que les Turcs ont tous oublié que Moustafa Kémal a fait d'abord la Turquie moderne, occidentalisée, en dehors des Occidentaux? En tout cas, si les Arabes comprennent encore ce qu'ils ont dû à Lawrence, qui lança leur révolte de 1915 et mit en selle Fayçal, champion de l'arabisme, ils sont surtout conscients du tort que leur a fait Lord Balfour, auteur de la fameuse Promesse qui, le 2 novembre 1917, ouvrait la Palestine aux Sionistes.

Il ne faut pas se lasser de le répéter, fût-ce au risque de paraître maniaque: le conflit arabo-israélien est au centre de tout le drame oriental, et l'Orient arabe en rejette sur l'Occident l'entière responsabilité.

Sans doute la Promesse Balfour, qui récompensait les services de guerre du savant chimiste, le Dr Weizmann, correspondait-elle au dessein purement humanitaire d'ouvrir aux Juifs persécutés un « Foyer garanti par le droit public ». Fayçal lui-même, on l'ignore trop, l'avalisa en 1919, car il ne voyait dans ce Foyer qu'un refuge minoritaire noyé dans un vaste Empire arabe; les Arabes palestiniens trouvèrent d'abord dans cet afflux d'immigrants industriels l'occasion de fructueuses affaires; la tutelle britannique, persuadée « qu'une bonne administration peut accomplir des miracles politiques », se faisait forte de concilier Arabes et Juifs dans la prospérité commune. C'était ignorer le nationalisme juif, annoncé cependant dès 1880 par l'*Autoemanzipation* de Léo Pinsker, et décidé à faire en Palestine une œuvre de prestige et de force dont l'aboutissement ne pouvait être qu'un État souverain. Celui-ci, Israël, s'est imposé dès 1948, par les armes, et l'administration américaine, démocrate il est vrai, l'a reconnu de facto seize minutes après sa proclamation. Pour le monde arabe, c'est une épine dans la chair, c'est un abcès douloureux; toutes les réactions de l'organisme arabe se développent en fonction de ce foyer de fièvre; il ne croit pouvoir trouver le repos qu'après l'avoir réduit et extirpé.

Ainsi gouvernées par le drame pales-

tinien, les réactions du monde arabe oriental sont dominées par trois sentiments, aiguisés jusqu'à la passion: la rancœur de n'avoir pas su, soi-même, venir à bout du mal; la haine de ceux qui passent pour l'avoir provoqué ou pour continuer à l'entretenir; l'indifférence absolue pour tous les plans, pour toutes les démarches étrangères à l'affaire palestinienne et qui pourraient en distraire.

PASSIONS ARABES ET IMMIXTION SOVIÉTIQUE

Cet état d'esprit explique, entre autres, la naissance du neutralisme arabe, dont les hommes politiques syriens, comme M. Maarouf Daoualibi, qui fut ministre et président de la Chambre, ont dès 1951 donné la formule: les pays arabes ne se croient pas menacés par une invasion soviétique, mais ils estiment être sous le coup d'une agression israélienne qui peut d'un moment à l'autre reprendre une forme aiguë; d'ailleurs, disent leurs publicistes, si par malheur ils devaient succomber à une conquête, ils préféreraient une domination soviétique, qui leur laisserait leur héritage national, à une tyrannie israélienne, qui détruirait leur âme et les réduirait en esclavage.

Les peuples arabes ne pouvaient donc, dans leur ensemble, concevoir qu'indifférence et éloignement à l'égard des plans occidentaux, et singulièrement américains, de défense du Moyen-Orient: pourquoi se garantir contre un risque russe imaginaire, et se laisser distraire du péril israélien, réel, grave et imminent? Faut de pouvoir donc équiper une plate-forme arabe, l'Occident anglo-saxon a édifié, au plus près de l'U. R. S. S., un mur jalonné par les États de la « couche Nord », le *Northern Tier*, de la Turquie au Pakistan; l'Irak y figure, grâce à l'adhésion d'un gouvernement autoritaire qui joue, en dépit des sentiments du peuple, la carte occidentale.

L'U. R. S. S. a trouvé la parade: elle opérera, derrière le front ainsi construit, des « parachutages ». Le premier de ceux-ci a eu lieu le 26 septembre 1955, lorsqu'elle offrit à l'Égypte des armes, sans formuler de restriction quant à leur emploi. C'était là jouer, avec une diabolique adresse, sur le drame palestinien. Les États occidentaux ne cédaient que chichement de l'armement aux pays

traitements occidentaux

Derrière les rivalités médiévales ou les luttes révolutionnaires, la guerre ni froide ni chaude.

arabes, en y mettant comme condition absolue que ce matériel ne pourrait être utilisé pour une agression contre Israël, et parallèlement fournissaient celui-ci dans les mêmes conditions; l'U. R. S. S. et ses satellites armeront les seuls Arabes, sans nulle limitation.

Ce coup de maître a bouleversé les lignes de la politique orientale; il a donné toute sa gravité à l'épisode de Suez, qui dès lors ne pouvait plus rester limité à un simple règlement de comptes entre Franco-Britanniques et Égyptiens. Fatalement, les Israéliens devaient saisir l'occasion de desserrer, par une attaque préventive, l'étau arabe devenu trop dangereux, et les Russes ne pouvaient supporter de se voir évincer, en pratique, de cet Orient où ils venaient d'acquérir une position capitale.

ZIZANIES INTERNES ET FORCES TRADITIONNELLES

La primauté du drame palestinien, qui sur ce point met d'accord, sauf divergences de tactique, tous les États arabes, ne doit cependant pas faire penser que l'unité arabe, réelle sur le plan du sentiment, soit effective dans le domaine politique. Entre les divers États arabes jouent des rivalités parfois féroces, qui contribuent grandement à entretenir, en même temps qu'elles les diversifient, les fièvres orientales. Compétitions pour le *leadership* arabe, qui opposent les deux « Grands » de l'arabisme : Égypte, forte par sa position, la valeur de ses élites, le chiffre de sa population, sa production cotonnière; et Irak, champion classique de l'arabisme, appuyé sur le prestige de la

dynastie hachémite comme sur l'intelligente utilisation des ressources pétrolières en vue d'un développement moderne. Mais aussi ambition d'un État moins engagé, comme l'Arabie Séoudite, fondé sur des structures médiévales mais gorgé de *royalties* fastueuses, qui entend jouer un rôle d'arbitre. Et vouloir-vivre des pays auxquels leur faible évolution, comme le Yémen, leur étendue restreinte, comme le Liban, ou leur isolement relatif, comme la Syrie et la Jordanie, imposent des handicaps, mais qui peuvent faire l'appoint dans la balance, exceller dans le courtage, voire poursuivre sur des lignes originales un développement propre, et qui n'entendent en tout cas point devenir des clients, moins encore des provinces conquises.

Il faut d'ailleurs distinguer entre déci-

Crise économique et

Au XX^e siècle comme au XVIII^e et au XIX^e ...

Édouard Herriot

Le général de Gaulle

Pierre Cot

Georges Bidault

... la politique est faite d'idées, de volontés, de passions...

ALORS qu'il se faisait attendre en Algérie, le dernier quart d'heure sonnait au mois d'août pour le ministre des Finances, avec la disparition rapide de nos dernières devises. Le principe, sinon les modalités de la demi-dévaluation alors décidée, indispensable mesure de sauvegarde, ne pouvait guère susciter d'hésitations ni de réserves. Mais le remède ne possède en soi qu'une vertu éphémère. Les difficultés techniques et plus encore politiques commençaient avec l'engagement d'une indispensable bataille de consolidation sur les fronts du budget, du crédit et des prix.

Or le fait que les Pouvoirs Publics éprouvent de plus en plus de difficulté à faire sentir à l'opinion les périls, pour-

tant évidents et imminents, que recèlent la situation de notre balance commerciale et celle de la Trésorerie, laisse mal augurer de l'avenir. Les lecteurs de *France-Forum* savent déjà qu'au delà du cap des difficultés immédiates s'ouvre la perspective d'une cure sévère, pour remédier, avant l'entrée dans le marché commun, à nos faiblesses et déséquilibres essentiels.

Des problèmes mal posés et mal débattus.

Quelques indications ont été données ici même sur les aspects techniques du problème. Leur modification éventuelle, en fonction de l'évolution de la conjonc-

ture, mérite d'être suivie attentivement.

Mais ni le diagnostic de la crise actuelle, ni l'analyse des exigences du proche avenir, ni le choix des remèdes ne se heurtent à des obstacles insurmontables. La difficulté majeure et préalable, comme le démontrent les événements actuels, est de l'ordre politique. C'est ce point qu'il est aujourd'hui le plus urgent d'examiner, en recherchant les causes de cette double et peu enviable originalité de notre pays : la place restreinte accordée aux débats économiques dans notre vie politique, la paralysie croissante du pouvoir en ce domaine.

Non débattues ou mal posées, les grandes questions économiques sont loin

psychologie politique

PAR JEAN BAURY

... A l'âge des techniques et de la civilisation des masses...

Paul Reynaud

Edgar Faure

Pierre Mendès-France

Pierre Pfimlin

Robert Buron

... l'économique est le support du politique.

de tenir dans la vie politique française le rang éminent qui leur échoit partout ailleurs.

Depuis la grande crise de 1929 et plus encore depuis la seconde guerre mondiale, le maintien de la prospérité est devenu pour les dirigeants des États-Unis la préoccupation essentielle — et la condition même de la stabilité pour l'Europe occidentale. De Staline à Khrouchtchev, les communistes ont toujours pensé de leur côté que la partie serait pour eux définitivement gagnée le jour où l'U. R. S. S. aurait économiquement rattrapé, puis dépassé l'Amérique. Dans les deux pays, l'attention de l'opinion est quotidiennement polarisée sur le déroulement de cette gigantesque compétition.

On la persuade que du résultat de cette confrontation dépendent l'extension des zones d'influence, les victoires diplomatiques, la supériorité scientifique et militaire. Ce vaste débat d'échelle mondiale ne peut manquer de réagir sur la vie politique intérieure des nations industrielles comme des pays sous-développés et d'interférer avec les questions économiques nationales que la France politique semble cependant vouloir continuer à ignorer le plus longtemps possible. La pensée d'un général de Gaulle, d'un Édouard Herriot, d'un Georges Bidault ou d'un Pierre Cot n'effleure pas plus les problèmes économiques qu'elle ne s'arrête aux questions subalternes de l'organisation administrative ou de la

coordination du rail et de la route. Un tel état de choses évolue rapidement, mais rares sont encore les leaders qui mettent l'économique au premier plan de leurs préoccupations. Après les précurseurs que furent Paul Reynaud et Pierre Mendès-France, les autres sont presque tous des hommes nouveaux de la quatrième République : Pierre Pfimlin, Edgar Faure, Robert Buron, par exemple. Les programmes des divers partis, les débats parlementaires eux-mêmes sont le plus souvent d'une grande indigence sur ce point. Quand ils ne se bornent pas à l'énumération rituelle de vœux pieux — mots de passe jugés indispensables vis-à-vis de l'électeur, — ils continuent de se référer à des notions aussi traditionnelles

que peu éclairantes, mais toujours chargées de puissance émotionnelle. Aussi inévitables que le buffet Henri II, ronronnent, avec monotonie, les formules sonores et définitives sur le libéralisme et le dirigisme, ou sur la spirale infernale des salaires et des prix. Liturgie vidée de toute signification, la récitation de ces formules conjuratoires n'aide guère l'opinion française à percevoir et à « vivre » les interrogations et les conflits du temps présent. Il est tellement plus simple de jouer de réflexes éprouvés que d'affronter les réactions d'auditeurs décontenancés par une réflexion neuve.

Chaque parti trouve dès lors plus simple et plus sûr de se conformer scrupuleusement à sa légende. Le parlementaire de droite, qu'il ait la foi du charbonnier ou l'intelligence aussi déliée que M. Valéry Giscard d'Estaing, soutiendra en toute occasion « la primauté du financier et du monétaire sur l'économique ». Dans une France où, bien au delà des secteurs nationalisés, des branches entières de l'activité économique — qu'il s'agisse, entre cent autres, de la construction navale ou du fameux circuit blé-farine-pain — ne vivent que par l'État ou de l'État, on continuera de vanter les mérites du « laissez-faire » et d'interdire, en paroles, aux pouvoirs publics, de faire autre chose que « de la bonne monnaie », la libre entreprise se chargeant du reste.

Sur l'autre bord, il n'est trop souvent question que du « social ». Un exemple tout récent vient encore de montrer l'existence à cet égard d'une sorte de « fétichisme » qui tend à dispenser de tout effort de pensée et d'action sur les conditions économiques du progrès social. M. Gazier, incarnant, dans sa personne, sa spécialité et ses fonctions aux Affaires Sociales, l'essence du socialisme, a suffi, par sa seule présence, à justifier, aux yeux du militant de base, et l'insolite, alliance de M. Guy Mollet avec les salons parisiens pour l'investiture de M. Bourguès-Maunoury, et la participation socialiste à un gouvernement de tendance nettement plus modérée que le précédent cabinet.

Comme dans le théâtre chinois ou la comédie italienne, les personnages, à travers mille et une pièces, demeurent prisonniers du même caractère, figé pour l'éternité, et du même rôle indéfiniment recommencé. M. Antoine Pinay n'a institué l'échelle mobile que pour inspirer une crainte salutaire aux chefs d'entreprises perpétuellement tentés d'élever leurs prix. M. Guy Mollet, qui, à l'instar de M. Foster Dulles, bénéficie d'une heureuse insensibilité au vertige, a donné la preuve, pendant son séjour à l'Hôtel Matignon, qu'il ne craignait pas de prendre des initiatives risquées et de « côtoyer les abîmes ». Il n'en est pas moins demeuré, presque tout au long de son règne, paralysé sur le plan écono-

mique par la crainte d'encourir de la droite le reproche de compromettre le climat d'expansion et de porter atteinte à la solidité du franc, toute annonce de restriction étant inséparable de l'aveu de détérioration de la situation financière. Bien à tort, la légende et la tradition veulent, en effet, que la compétence en ce domaine soit le privilège de la droite. Aphorisme qu'illustreraient pour le Français moyen les fortunes contrastées du franc Poincaré et du franc Auriol. Frappés d'immobilité comme l'oiseau fasciné par le serpent, M. Ramadier et son président du Conseil ont été abattus par la droite à leur premier et bien tardif geste de défense monétaire.

Le champ libre ouvert aux Intérêts organisés.

Les vrais problèmes esquivés à la faveur d'une rhétorique vide, l'on se trouve néanmoins prisonnier de ses slogans et de ceux de l'adversaire et le plus souvent incapable de procéder pour l'opinion à une analyse objective de la situation.

Les complexes qu'éprouvent les partis les uns vis-à-vis des autres traduisent au fond cette « peur » devant l'électeur que Léon Blum dénonçait avec tant de véhémence au congrès socialiste de 1937. L'autre inconvénient d'une pensée incertaine et d'une conviction vacillante est de mettre souvent partis et hommes politiques en situation d'infériorité à l'égard des forces vives de l'économie. De puissants organismes de défense avec la permanence de leurs cadres, la vigueur qui s'attache à la sauvegarde de très proches intérêts, réussissent parfois mieux que les pouvoirs publics ou les partis à faire partager par l'opinion leur manière de voir. Des exemples trop nombreux et trop récents dispensent d'insister sur l'influence, voire le chantage, qu'ils exercent sur les organes officiels de décision. Naguère, délibérément discrètes, quand, par exemple, elles s'employaient à faciliter l'expérience Poincaré ou à compliquer la tâche du Front populaire, elles ne dédaignent plus aujourd'hui la publicité, s'adonnent à la guerre des communiqués, organisent des manifestations de masse. Leur arrogance s'accroît de chaque victoire remportée. Faute d'entendre des partis qui ont sa confiance, ou du gouvernement, l'exposé d'une politique nationale à long terme, le Français moyen est laissé en pleine confusion et incertitude. Rien n'est plus déconcertant ni plus propre à le rejeter vers les extrêmes ou un incivisme désabusé.

Le mal est désormais si profond que les seuls discours sont impuissants à le réduire. Involontairement, ceux-ci ne font trop souvent que cruellement souli-

gner le contraste entre les paroles et les réalités; trop d'hommes politiques ont une propension naturelle à employer en toute occasion le langage de Louis XIV ou de Napoléon. L'autorité et même la raison d'État sont à tout propos invoquées. Mais, sur le plan économique, l'illusion est de plus en plus difficile à entretenir : l'exécutif n'est plus que l'un de ces premiers capétiens au pouvoir contesté, à quelques lieues de leur résidence.

Une nouvelle étape est franchie quand une fraction notable du corps électoral tombe sous l'influence de purs agitateurs. La conjonction Pujade-Antier-Dorgères tente aujourd'hui l'opération. Le succès d'une telle opération conduirait à une « aliénation » de l'opinion plus grande encore qu'à l'heure actuelle. Les campagnes de désobéissance économique devraient être prises aussi au sérieux que celles prêchant le refus collectif de l'impôt ou l'insoumission militaire. Autant que ces dernières, elles s'attaquent à l'essentiel.

· Cependant les plus sourcilieux défenseurs de l'ordre, demeurés plus ou moins consciemment sous l'influence des doctrines économiques libérales, admettent difficilement que la carence de l'État en matière économique puisse nuire à l'intérêt général et que l'action de plus en plus déterminante des syndicats d'intérêts sur la politique économique installe l'anarchie dans un secteur vital.

La gauche dénonce plus volontiers le scandale que constitue l'existence de ces puissantes « féodalités » au sein de la République. Mais des manifestations purement verbales ne peuvent masquer la timidité dont elle fait généralement preuve lors de son passage au pouvoir, ni la prudence électorale dont témoigne le caractère vague de son programme économique.

Aucun redressement durable ne sera donc possible sans une transformation de la mentalité des Français vis-à-vis de ces problèmes. Même le fameux aphorisme du baron Louis : « Faites-moi de la bonne politique et je vous ferai de bonnes finances », est aujourd'hui une règle bien insuffisante. Ne réduit-il pas le rôle des politiques à une action toute négative : créer un climat de tranquillité, de confiance qui laisse libre cours à l'habileté des techniciens et surtout au jeu naturel des lois économiques? La vérité aujourd'hui, c'est qu'« on ne peut pas faire de la bonne politique sans faire de bonnes finances ». Quelques hommes l'ont compris au sein du Parlement actuel : réussiront-ils à en convaincre leurs collègues? Nos lendemains dépendent, pour une large part, de leurs succès ou de leur échec dans cette nécessaire entreprise.

BAYREUTH ET LE MYTHE WAGNER

« J'ai la personne et l'œuvre de Wagner en horreur », écrit André Gide dans son *Journal* ; « mon aversion passionnée n'a fait que croître depuis mon enfance. Ce prodigieux génie n'exalte pas tant qu'il n'écrase. Il a permis à quantité de snobs, de gens de lettres et de sots de croire qu'ils aimaient la musique, et à quelques artistes de croire que le génie s'apprenait. » Ce jugement sévère n'a d'égal dans son excès que le culte voué par quelques fanatiques au Dieu Wagner ; certes, il s'agit d'une espèce en voie de disparition, mais dont on peut trouver encore quelques beaux spécimens sur la verte colline où s'élève le *Festspielhaus* de Bayreuth. Nous savons que Wagner s'est employé lui-même à bâtir cette espèce de religion autour de ses œuvres.

Les représentations de Bayreuth, où le compositeur a réglé chaque détail dans ce théâtre spécialement et admirablement conçu pour la représentation de ses opéras, possèdent encore une magie inexprimable... pour les quelques quinze cents privilégiés que le théâtre reçoit à chaque représentation. Voilà bien le nœud du problème : quel est le sort des drames wagnériens en dehors du cadre du festival de Bayreuth ? Éliminons tout de suite cette habitude qui consiste à afficher au programme d'un concert une demi-heure wagnérienne entre une symphonie de Beethoven et un concerto de Chopin ; *Tristan* ou *L'Anneau* ne peuvent s'accommoder d'un tel traitement. Constatons également la carence du disque en la matière : en plus de l'inconvénient inhérent à toute œuvre lyrique difficilement détachable de son contexte scénique, la longueur même des opéras wagnériens (c'est-à-dire, pour être plus terre à terre, un prix d'achat élevé) et la rareté des enregistrements sont de sérieux obstacles pour les discophiles. Abordons maintenant un problème plus épineux : comment concevoir des représentations sur des scènes autres que celle de Bayreuth ? Il est certain que Wagner ne le souhaitait pas et rappelons que, jusqu'en 1913, *Parsifal* est resté l'exclusivité de Bayreuth. La difficulté majeure réside dans le recrutement des interprètes qui doivent posséder des capacités vocales et une résistance tout à fait exceptionnelles. Y a-t-il actuellement de par le monde plus de deux ou trois Brunhilde, et Hans Hotter n'est-il pas le seul grand Wotan maintenant disponible ? La performance exigée du chef d'orchestre n'est pas moindre, et, après les représentations sensationnelles du dernier festival de Bayreuth, on peut affirmer que Knappertsbusch est, depuis la mort de Furtwängler, le premier chef wagnérien. Si l'on ajoute à cela, les difficultés de mise en scène, le problème délicat des décors et, côté public, l'obligation pour celui-ci de se trouver au début de chaque séance en un état de réceptivité, de préparation et même de recueillement tout à fait particulier, nous pouvons affirmer qu'une grande représentation wagnérienne (à plus forte raison s'il s'agit du cycle des *Nibelungen*) est pratiquement impensable en dehors de Bayreuth. Mais, même dans ce temple du drame wagnérien, des difficultés persistent ; on sait que la mise en scène et les décors prévus par

Wagner voici plus de soixante-dix ans ne sont absolument plus adaptés à la sensibilité actuelle ; depuis 1951, les deux petits-fils du compositeur, Wieland et Wolfgang, ont pris la direction du théâtre ; le premier, comprenant la nécessité d'un rajeunissement artistique, a balayé la ferblanterie traditionnelle pour faire place à une conception plus abstraite et plus spiritualisée ; enfin Wotan avait laissé ses corbeaux dans les coulisses et les Walkyries n'étaient plus accompagnées de leurs chevaux de bois. C'était faire bon marché de l'opinion de quelques fanatiques que nous évoquons plus haut ; l'année dernière, la première représentation révolutionnaire des *Maîtres Chanteurs* dégénéra en scandale (ajoutons que Wieland avait eu cette nouvelle audace : engager pour la première fois un chef français, André Cluytens), certains spectateurs se crurent autorisés à siffler, sacrilège incroyable dans le

Bayreuth, 17 août 1876.

Ferblanterie...

« La Walkyrie », 3 août 1957

ou stylisation.

temple du *Festspielhaus*, enfin la presse se déchaîna. Cette année, Wolfgang, le sage, mit en scène les représentations de *Tristan* ; tout en gardant certaines innovations, il se rallia à des solutions intermédiaires finalement décevantes, tandis que les mises en scène par Wieland des *Maîtres Chanteurs* et de *L'Anneau* bouleversèrent un public remis des premières émotions. En ce qui concerne l'interprétation, le festival de Bayreuth peut se vanter de posséder une distribution hors pair. Songez que, dans les dernières représentations de « L'Or du Rhin », le rôle très court de Donner était tenu par un chanteur de la classe de Toni Blankenheim, et que dire de Josef Greindl, Hagen inquiétant, d'Astrid Varnay, émouvante incarnation de Brunhilde.

Faut-il, pour conclure, aborder une question beaucoup plus angoissante, et à laquelle l'avenir seul pourra répondre : le drame wagnérien, par ses longueurs, son immobilité scénique, son contenu philosophico-social périmé, peut-il encore atteindre un public (et spécialement un public jeune) dont les nourritures intellectuelles s'appellent le jazz et le cinéma ? A vrai dire, même si le public wagnérien se raréfie, même si *Lohengrin* ou *Siegfried* cèdent la place à des œuvres d'abord plus facile, un certain accord de *Tristan* qui a ouvert la voie à la musique contemporaine n'est pas près d'être oublié.

CLAUDE SAMUEL.

Théâtre

● **REVUE DES REPRISES**

La plupart des pièces qui, lors de la dernière saison, présentaient de l'intérêt ou de l'agrément sont reprises sur les scènes parisiennes en ce début d'automne. J'ai dit en son temps combien j'aimais *Pauvre Bitos*, *Le Dialogue des Carmélites*, *Fin de Partie*.

En réalisant une remarquable adaptation et une excellente mise en scène de l'œuvre profondément émouvante de Faulkner, *Requiem pour une nonne*, Albert Camus a bien servi et le théâtre et le grand écrivain sudiste. Nous atten-

dons impatiemment de l'auteur du *Malentendu* et de *Caligula* qu'il s'adresse de nouveau à nous directement et non par personne interposée.

Félicien Marceau, romancier ironique et brillant, connaît avec sa deuxième pièce *L'Œuf* un succès solide auquel Jacques Duby n'est pas étranger. Satire audacieuse où la drôlerie s'associe à une certaine férocité, *L'Œuf* tourne habilement en dérision les conventions et les impostures d'une société hypocrite qui érige le mensonge et la duperie en système.

Irma la douce et ses amis n'ont pas

fini de chanter et de danser au Théâtre Gramont, et cela pour le plus grand plaisir d'un public amusé par la fantaisie et l'humour rose de Breffort.

Élégante, alerte, côtoyant le genre qu'on a coutume d'appeler comédie de boulevard, mais proche aussi par instants de la comédie de caractères, la dernière pièce de Marcel Achard, *Patate*, séduit le spectateur par ses dialogues spirituels et son thème très simplement humain d'où la méchanceté n'est pas exclue : l'heure longuement attendue de la revanche sonne pour celui qui s'est senti humilié depuis sa jeunesse

Nicolas Bataille, Thérèse Quentin et Jacqueline Staup
dans *La Cantatrice chauve* d'Ionesco

Catherine Sellers et Marc Cassot dans *Requiem pour
une nonne* de W. Faulkner.

Jacques Duby, Albert Rémy, Marguerite Cassan dans *L'Œuf
de Félicien Marceau*.

Jean-Marie Serreau et Parvina Tabat
dans *Comment s'en débarrasser* d'Ionesco.

D'une année...

Simone Renant, Sophie Daumier, Pierre
Dux dans *Patate* de Marcel Achard.

... à l'autre

Colette Renard et Michel Roux dans *Irma la
douce* d'Alexandre Breffort.

- Les reprises : « Requiem pour une nonne » de W. Faulkner, « L'Enf » de Félicien Marceau, « Irma la Douce » d'Alexandre Breffort, « Patate » de Marcel Achard, « La Leçon », « La Cantatrice chauve », « Comment s'en débarrasser » et « Le Nouveau Locataire » de Ionesco, « Faisons un rêve » de Sacha Guitry, « La Mamma » et « Bobosse » d'André Roussin.
- « Douze Hommes en colère », un film de Sidney Lumet.
- « Don Giovanni » de Mozart, par Hans Rosbaud.

par la supériorité et les réussites dans la vie d'un camarade de collège.

Ionesco, hier encore dramaturge d'avant-garde admiré d'un petit nombre, tend à devenir un auteur à la mode si l'on en juge par l'audience que rencontrent les spectacles de la Huchette : *La Leçon* et *La Cantatrice chauve*, et ceux du sympathique Théâtre d'Aujourd'hui qui reprend *Comment s'en débarrasser* et crée *Le Nouveau Locataire*.

Il est probable que, victime de ses dons, Sacha Guitry, en cédant trop souvent à la facilité et au goût des succès immédiats, a compromis les chances de durée

d'une œuvre abondante (cent dix pièces). On ne peut contester toutefois que cette extraordinaire personnalité appartienne désormais à l'histoire de la scène française et qu'il y occupe une place non négligeable. Les meilleures de ses comédies resteront comme un témoignage charmant et mélancolique d'un temps où une bourgeoisie insouciant s'abandonnait à la douceur de vivre et se préparait des réveils amers. *Faisons un rêve*, qui se joue aux Variétés, est un heureux exemple de ce théâtre souriant et moqueur, désinvolte et au fond sans illusions, de ce théâtre qui, pendant plusieurs années, a été, aux yeux de beaucoup, le visage même de Paris.

André Roussin nous divertit agréablement avec *La Mamma* et *Bobosse*. Ces pièces gaies, pétillantes, cocasses et sans doute éphémères, sont moins éloignées du théâtre authentique que certaines dissertations politico-philosophiques qui secrètent un ennui distingué. On aimerait cependant que Roussin renoue plus étroitement avec son style d'observateur sans complaisance qu'il avait révélé dans *Les œufs de l'autruche*.

Il est regrettable que soit absente de ces reprises l'une des plus originales créations de 1957 *La Visite de la Vieille Dame* du Suisse Friederich Durrenmatt. Cet ouvrage sarcastique et troublant qui obligeait à se poser des questions gênantes et qui provoquait malaise et inquiétude méritait une plus longue carrière.

Sans pour autant quitter le domaine de l'art dramatique, je voudrais dire quelques mots d'un livre luxueux dans sa présentation et riche par son contenu de faits et d'idées : *L'Encyclopédie du théâtre contemporain*. Ce volume, récemment paru, s'ouvre sur le romantisme et s'achève en 1914 sur la représentation de *La Nuit des Rois*, au Vieux-Colombier de Jacques Copeau.

En plus de vingt chapitres se déroule une histoire passionnante où l'intelligence, l'audace, le courage, l'enthousiasme combattent le conformisme, la médiocrité, la routine, une histoire où se mêlent le Boulevard du Crime, le drame bourgeois, Antoine et sa révolution réaliste, Sarah Bernhardt, Mounet-Sully, le Théâtre populaire de Gémier, les Ballets Russes, Lugué-Poe, la fon-

dation du Vieux-Colombier. Prodigieuse aventure plus fertile en péripéties, en violence, en pittoresque et en personnages variés que n'importe quel roman.

HENRI BOURBON

Cinéma

● « DOUZE HOMMES EN COLÈRE »

Tout le monde connaît cette histoire à l'avance, et cela risque malheureusement de retenir trop de spectateurs, qui n'auront plus envie de prendre part à un débat dont ils savent la conclusion. Surmontez cette hésitation, et vous en serez récompensé par un véritable bain d'amour fraternel, de spiritualité, même, grâce à une œuvre bien supérieure à l'intéressant *Justice est faite*, de Cayatte, qui traitait à peu près le même sujet : les membres d'un jury d'assises ne sont que des citoyens moyens n'ayant pour la plupart ni compétence, ni conscience suffisantes pour décider de la vie ou de la mort d'un accusé, parce qu'ils n'ont pas la force et la lucidité voulues pour examiner avec un maximum d'objectivité la valeur des charges, des preuves, des témoignages. C'est cela seulement que disait Cayatte, et, si bien dit que ce fût, ce n'était que banal fatalisme (1). Les auteurs de *Douze Hommes en colère* ajoutent... l'essentiel : qu'importe si, sur douze jurés, onze sont plus ou moins inconscients, plus ou moins lâches, pourvu que le douzième, par son cou-

Danielle Darrieux et Robert Lamoureux dans
Faisons un rêve de Sacha Guitry.

François Perrier dans *Bobosse* d'André Roussin.

(1) Naturellement, le critique de Rivarol confisque ce procès (dont toute la presse a justement écrit qu'il est avant tout celui des jurés), pour en faire celui de la démocratie : « Douze imbéciles en jugent un treizième », écrit-il, « donc... » Voilà bien du parti pris (et pas mal d'imbécillité) au nom de l'intelligence aristocratique ! Est-ce à dire que ce grand esprit, dont le discernement n'a trouvé dans le plaidoyer d'Henry Fonda que du préchi-précha humanitariste, préférerait, le cas échéant, être envoyé à l'échafaud par trois juges, sur des présomptions et quelques témoignages douteux, achetés ou forcés, comme cela se fait dans les dictatures à croix gammée ou à étoile rouge ? Je gage que notre confrère et ses amis songeraient alors que l'on a tout de même plus de chances, statistiquement parlant, de trouver un homme, je ne dis pas plus honnête, mais plus conscient ou consciencieux, parmi douze jurés que trois magistrats. De toute façon, la démocratie laisse au tribunal le soin d'apprécier. Mais ce monsieur ne s'est-il jamais trouvé de l'autre côté de la barrière ? En ces temps où l'on a dû créer une Commission de Sauvegarde des libertés individuelles, il a la nostalgie de la lettre de cachet... Rendez-vous à la Bastille ? Non, cher monsieur, au musée Carnavalet.

Un sur douze.

rage et sa conscience, contraigne les autres au courage et à la conscience. Cayatte condamne le jury sans jugement ; Reginald Rose, scénariste, et Sidney Lumet, réalisateur de *Douze Hommes en colère*, exigent des jurés qu'ils se justifient par un effort de rigueur intellectuelle, d'honnêteté et d'humanité.

Oh ! paradoxe ! Sidney Lumet, qui n'avait jusqu'ici tourné que pour la télévision, peut bien n'avoir filmé qu'une discussion en vase clos d'une heure et demie, son film nous paraît moins bavard que celui de Cayatte. Et nous découvrons que le superflu, au cinéma parlant, s'il est dans la plupart des cas surabondance de mots, peut être, tout aussi bien, la dissipation des images. Alors que Cayatte croyait ne pouvoir nous présenter ses jurés, avec leurs préjugés, leurs déficiences, leur « coefficient personnel », qu'en nous promenant de l'un chez l'autre, Lumet nous les dissèque à la faveur d'un débat qu'ils auraient voulu fuir, mais qu'un empêchement de laisser-tomber les oblige de pousser jusqu'à la colère, et au delà : jusqu'à extirper et crever tous les kystes de leurs consciences. Quelle leçon de dépouillement, technique et moral, nous donnent Sidney Lumet, Reginald Rose et le troisième auteur, Henry Fonda, qui est à la fois le coproducteur du film et le douzième juré, Henry Fonda l'humain, encore meilleur dans ce rôle que dans le personnage de Pierre Bezoukhov, de *Guerre et Paix* ! Les onze autres acteurs sont aussi bien choisis que dirigés de main de maître.

JEAN-MARIE DAILLET.

Disques

● MOZART : « DON GIOVANNI »

On sait que Mozart, touché à plusieurs reprises par l'incompréhension et l'indifférence du public viennois, connu quelques consolations dans la ville de Prague ; c'est ainsi que les *Nozze di Figaro*, dont le succès à Vienne avait été un peu bref, bénéficièrent au théâtre de Prague d'un accueil chaleureux et valurent à leur auteur la commande d'un nouvel opéra moyennant la somme de cent ducats. Le 29 octobre 1787, *Don Giovanni* enthousiasmait le public de cette ville ; Mozart était au sommet de sa gloire : il avait trente et un ans !

Des ouvrages fouillés et compétents ont été consacrés au chef-d'œuvre mozartien qu'il serait vain de vouloir résumer en quelques lignes, et nous rappellerons la phrase de Sainte-Foix : « On a tout dit sur *Don Juan*, mais jamais on aura fini de tout dire. » *Don Juan* ne livre ses secrets que lentement, après de multiples auditions ; cette connaissance approfondie est maintenant possible grâce au disque. Ainsi nous ne pouvons passer sous silence la parution du cinquième enregistrement intégral de l'œuvre. Certes, les versions précédentes signés Busch (réédition du festival de Glyndebourne 1936), Swarowsky ou Krips avaient déjà comblé les vœux des amateurs, mais l'album publié par Pathé-Marconi (4 disques 30 cm) présente cet intérêt d'être l'enregistrement de la représentation du festival d'Aix-en-

Provence 1956. L'orchestre de la Société des concerts du Conservatoire et les chœurs du festival sont conduits magistralement (bien qu'il ne soit pas un spécialiste mozartien) par Hans Rosbaud. Dans une distribution très homogène, relevons les noms de Teresa Stich-Randall, une doña Anna passionnée, de Suzanne Danco, une sensible doña Elvire, d'Antonio Campo, qui, sans être le meilleur Don Juan actuel, n'en défend pas moins le rôle avec autorité, de Nicolai Gedda, interprète du personnage difficile d'Octavio, enfin de l'incomparable Leporello qu'est Marcello Cortis.

Ne quittons pas Mozart sans signaler la belle réalisation de Bruno Walter conduisant les *Symphonies 39 et 41*, parues dans la nouvelle collection Philips-Réalités, qui allie la qualité de la gravure au luxe de la pochette, et le *Concerto pour violon en ré majeur* (1) dont le seul nom du soliste, David Oistrakh, laisse supposer la qualité du disque.

NOTRE SÉLECTION

Un panorama de musique française :

Une sélection de disques récents permet de reconstituer quelques grandes étapes de la musique française : un *Te Deum* de Blanchard (une révélation) (2), un beau motet et l'*Orphée* de Clérambault (3), un concert de François Couperin couplé avec un concerto de Michel Corrette (1) représentent le XVIII^e siècle. Un saut nous conduit à Debussy, et l'amateur n'a que l'embarras du choix entre les disques magnifiques de Robert Casadesu (1), le *Martyre de Saint Sébastien* dirigé par Charles Munch (4), les *Pages célèbres* de Claude Debussy, interprétées par la pianiste Jacqueline Eymar (3), ou l'émouvant *Noël des enfants qui n'ont plus de maison*, inséré dans un merveilleux petit disque (2) qui associe également les noms de Roussel, Pierné, Poulenc et Fauré. De ce dernier, signalons le remarquable enregistrement par Jean-Michel Damase des *Treize Nocturnes* pour piano (5). Plus près de nous, remarquons une anthologie Erik Satie interprétée par le pianiste Aldo Ciccolini (6), l'amusant divertissement pour orchestre de chambre de Jacques Ibert (5), enfin trois actes de Romain Rolland intitulés *14 Juillet* (3) et dont la partie musicale a rassemblé des musiciens comme Auric, Honneger ou Milhaud.

CLAUDE SAMUEL.

(1) Phil., S 06.633 R, LIL 0008, A or.274 L et A 01.262 L.

(2) Erato, LDE 3060, EFM 43.017.

(3) Cdm, LDX-S-8190, LD-S-8169, LDX-M-8197.

(4) Rca, LM 2030.

(5) Decca, 163752 et 163762, LW 5282.

(6) Col., FCX 561.

POLÉMIQUES ET TÉMOIGNAGES SUR L'ALGÉRIE

PAR PIERRE DECAMP

donc il faut la larguer » (p. 29) n'est pas simplification ni même caricature, mais déformation de la pensée adverse. Tactique douteuse, dont la faiblesse est encore soulignée par des artifices un peu trop visibles : tel celui qui consiste à reprocher à l'adversaire tantôt d'« ignorer » les chiffres (p. 11), tantôt de nous « régaler de quelques statistiques démographiques, qui... traînent partout depuis trois ans » (p. 28). Qui ne voit qu'en usant de tels procédés, loin d'accepter le débat, on le fuit ?

D'autres manifestations plus inquiétantes sont un autre aveu de faiblesse. Jacques Soustelle cherche moins à discuter et à convaincre qu'à désigner son adversaire à la colère de ses lecteurs. Il se soucie moins d'arguments que d'agiter le chiffon rouge. Des slogans connus sont réutilisés ici, sans doute parce que leur efficacité semble éprouvée sur un public supposé conditionné : le « défaitisme », « l'exhibitionnisme politique » de la métropole, « le poignard dans le dos », bref, l'Algérie sauvée en Algérie, perdue à Paris (p. 60).

Qu'une controverse sur la politique algérienne prenne un tour passionné n'a rien en soi de répréhensible. A condition toutefois que le chantage et la menace ne se substituent pas au raisonnement.

Avec ses défauts, soulignés ici même, le livre de Raymond Aron avait au moins le mérite de contraindre à une réflexion sur les objectifs de notre politique. Il est regrettable que Jacques Soustelle ne le suive pas sur ce terrain et, plutôt que d'œuvrer à son tour pour une meilleure intelligence d'un problème difficile, renvoie stérilement l'opinion à ses préjugés et à ses mythes familiers.

En fait de « réponse », cet acharnement d'un leader écouté à s'enfermer, et l'opinion avec lui, dans l'impasse, risque d'offrir au pessimisme de Raymond Aron une justification inespérée et singulièrement malencontreuse.

ÉCRIT par une ancienne déportée qui, à l'origine, ne songeait qu'à s'adresser à ses camarades de l'Association Nationale des Déportés et Internés de la Résistance, l'ouvrage de Germaine Tillion, *L'Algérie en 1957* (2), se situe, au contraire, au-delà de toute polémique, sinon de toute discussion.

Témoignage bouleversant d'une

Jacques Soustelle

L'ALGÉRIE demeure au centre des préoccupations françaises. La récente collection « Tribune Libre », si heureusement ouverte aux grands problèmes de l'actualité, vient de lui consacrer un nouveau volume.

Jacques Soustelle, dans *Le Drame algérien et la décadence française* (1), entreprend de répondre à la *Tragédie algérienne* de Raymond Aron, dont l'analyse a paru dans notre précédent numéro.

Décevante réponse. Sans doute constitue-t-elle une nouvelle démonstration d'un incontestable talent d'écrivain et de polémiste. Mais la gravité du sujet méritait mieux qu'un exercice de style. Le scintillant rideau tendu entre les réalités algériennes et le lecteur se révèle aussi opaque qu'un écran de fumée.

Ce n'est pas éclairer la question que d'invoquer les prétendues leçons de l'histoire en se référant pêle-mêle à Charles-Martel, à Marc-Aurèle et au Grand Mogol. C'est l'obscurcir que de faire dire à Raymond Aron, pour la commodité de la réplique, ce qu'il n'a pas écrit.

On se serait attendu à voir Jacques Soustelle défendre point par point, contre les redoutables arguments de Raymond Aron, la politique d'intégration qu'il recommande. Se borner à affirmer que ce dernier « préconise l'évacuation de l'Algérie » ou lui prêter le raisonnement : « l'Algérie est une charge,

Germaine Tillion

femme de cœur dont la sympathie spontanée va aux opprimés, sans contredire sa fidélité patriotique. Œuvre aussi d'une ethnologue qui nous démontre, une fois de plus, qu'aucune approche des solutions à apporter aux problèmes d'outre-mer ne peut être sérieusement tentée sans une connaissance authentique du milieu local, social et culturel.

Dans le drame qui déchire actuellement l'Algérie, Germaine Tillion constate avec tristesse que tout semble mis en œuvre pour rendre sans remèdes le malheur et la déchéance du pays qui expliquent, pour une bonne part, la rébellion.

Par des méfaits inconscients et des bienfaits maladroits, explique-t-elle, nous avons miné l'équilibre traditionnel de l'Algérie. « Un système social est un tout cohérent. Lorsqu'on détruit ce qu'il a de mauvais, on ébranle ce qu'il a de bon. »

L'irruption brutale, dans un pays inadapté, de la révolution technique caractéristique de notre ère industrielle et de la révolution biologique, apportée par les vaccins et les antibiotiques, a provoqué un accroissement brutal, anormal de la population, la diminution parallèle des ressources due à la dégradation d'un sol épuisé par une culture trop intensive, l'effondrement économique, le contact décourageant avec les techniques étrangères. Sous cet assaut, la civilisation archaïque a chaviré, c'est à « clochardisation » du pays avec son

(1) Plon, collection « Tribune Libre », n° 6.

(2) Éditions de Minuit.

processus irréversible de décadence.

A moins qu'une aide extérieure ne permette au peuple menacé, grâce à des investissements considérables, à une assistance technique suffisante et à un effort poussé de formation scolaire et technique, d'opérer, lorsqu'il est encore temps, la véritable mutation sociale par laquelle il pourra échapper à la déchéance et s'adapter à la vie moderne en se donnant un idéal d'existence entièrement différent.

Mais il n'existe pas de remède au rabais. Les demi-mesures sont même pires que l'absence de mesures. « Un enfant scolarisé sur vingt, cela suffit pour mettre en faillite l'éducation traditionnelle reçue par les dix-neuf autres. Mais, si les vingt enfants trouvent place dans une école moderne, ils pourront tenir le coup dans une société moderne tous les vingt. »

Pour Germaine Tillion, notre devoir est donc clair. Dans la situation où nous avons contribué à mettre les Algériens, nous n'avons pas le droit de les abandonner. « Nous les avons conduits au milieu du gué et les y avons laissés. » Et elle propose la mise en œuvre immédiate d'investissements très importants (400 milliards par an), l'institution d'un service civil obligatoire en Algérie, pour les élèves de certaines grandes écoles, un plan complet de scolarisation, le maintien aux Algériens du privilège exclusif que leur confère, pour l'embauchage dans nos usines, par rapport à leurs voisins tunisiens ou marocains, la carte d'identité française.

Un tel effort est-il à la portée de la France seule ? Germaine Tillion paraît ne pas en douter. Toutefois, une allusion à l'Eurafrique démontre qu'elle n'exclurait pas la perspective de l'organiser dans un cadre plus vaste.

Germaine Tillion passe pour inspirer certaines vues de Jacques Soustelle. Son livre nous renseigne peu à cet égard. Certes, il paraît s'orienter vers les perspectives de l'intégration. Mais l'auteur nous dit pourtant qu'à son avis les concessions politiques, si elles étaient accompagnées d'un plan complet et cohérent d'investissements, n'aboutiraient pas à une sécession franco-algérienne, mais, au contraire, à un resserrement de l'unité des deux économies et, partant, des deux systèmes politiques.

Le livre de Germaine Tillion a l'immense mérite de verser au dossier « Algérie », trop souvent garni de considérations abstraites, un témoignage profondément humain. Il nous rappelle que l'édification d'une Algérie nouvelle sera une tâche très dure. Malgré ses lacunes, il met en lumière des données qu'aucun responsable ne pourra plus ignorer.

Les élections

L'OUVRAGE collectif sur *les élections du 2 janvier 1956*, publié récemment par l'Association française de Science Politique sous la direction de Maurice Duverger, François Goguel et Jean Touchard, constitue en France la première étude d'ensemble d'une élection générale venant de se dérouler. C'est dire son importance pour les amateurs de science politique et de sociologie électorale.

Le caractère exceptionnel des élections de 1956 renforce encore l'intérêt de l'ouvrage. Rappelons-nous l'ambiance

La première partie de leur enquête est consacrée à la campagne électorale. Rappel des conditions dans lesquelles elle s'est ouverte, analyse de la plate-forme des différents partis, du rôle de la presse, de la radio et même du cinéma, l'étude est vaste, et son résultat souvent précieux. Cependant tous les articles, en dépit de leur signature, ne nous ont pas apporté une satisfaction égale à celle que nous procure, par exemple, l'excellent article consacré par M. Touchard à quelques images de la campagne électorale, ou l'étude de M. Grosser

Derrière les statistiques électorales des hommes...

passionnée dans laquelle se déroula la campagne ouverte inopinément, en plein hiver, à la suite de la première dissolution décidée depuis les temps lointains de l'Ordre Moral. Rappelons-nous l'affluence inhabituelle des électeurs pour se faire inscrire sur les listes électorales, puis pour se rendre aux urnes. Rappelons-nous aussi l'irruption brutale du poujadisme et de son style encore inédit dans la vie politique française et son étonnant succès dans presque toute la France. Ces caractéristiques originales et quelques autres donnent aux dernières élections générales une physionomie particulière qu'il est passionnant d'analyser avec minutie sous ses divers aspects. Suivons nos auteurs dans cette tâche.

sur le rôle de *L'Express* quotidien ?

Parfois, l'analyse nous a semblé un peu superficielle et plus proche du bon journalisme que de la véritable rigueur historique et scientifique qui doit faire la valeur d'un tel ouvrage. Parfois, c'est l'effort de synthèse qui paraît insuffisant, comme dans la scrupuleuse étude sur la Presse de M. Jacques Kayser, qui tire peut-être certaines conclusions hâtives d'un travail par ailleurs remarquable. Ajoutons également que, d'avantage dans cette première partie que dans les monographies qui suivent, apparaissent les inconvénients d'un travail morcelé entre divers auteurs et conduit selon des méthodes très diverses et pas toujours convergentes. Les différences

du 2 janvier 1956

PAR JACQUES GOUAULT

d'éclairage ne peuvent être évitées, non plus que les zones d'ombre.

Telle qu'elle se présente, cette étude de la campagne électorale n'en est pas moins pleine d'enseignements et de rappels, dont certains ne manquent pas de saveur. Les événements d'Algérie, cette « guerre imbécile et sans issue », dénoncée avec force par M. Guy Mollet, sont au centre du débat entre les partis. Le « Front Républicain » a renoncé à exploiter le thème de la dissolution « coup de force », qui s'est avéré peu rentable, et préfère se présenter en cham-

assortie de brutalités et de vexations indignes, cette violente campagne, qui n'était d'ailleurs accompagnée d'aucun programme constructif, n'est guère à l'honneur d'une vieille démocratie comme la nôtre. Une partie de la grande presse, et en particulier de la presse hebdomadaire à gros tirage, avide de « sensationnel », ne voulut en voir que son aspect pittoresque et lui donna une large publicité, généralement bienveillante. M. Touchard a raison de constater que, volontairement ou non, cette presse a, ce faisant, largement contribué au

sociale, professionnelle, religieuse, du corps électoral de chacun des grands partis, du moins dans le premier Secteur de la Seine. C'est ainsi que nous apprenons avec surprise que le M. R. P., généralement considéré comme un parti de classes moyennes, dispose au sein de son corps électoral, d'un pourcentage d'électeurs appartenant à la classe la plus riche (17 %) et à la classe la plus pauvre de la population (17 %), supérieur à celui de tous les autres partis, et qu'il n'est devancé que par le parti communiste (30 %) dans le pourcentage de ses électeurs appartenant à la classe ouvrière (26 %), supérieur à celui de la S. F. I. O. (15 %).

Le lecteur ne sera sans doute pas moins surpris d'apprendre que l'électeur radical-mendésiste de la Rive Gauche n'est ni un bourgeois, ni un intellectuel, mais que, une fois sur deux, il appartient à la catégorie des « rentiers et femmes sans profession », proportion unique, supérieure à celle des Indépendants qui viennent immédiatement après (48 %). Enquête toute pleine d'enseignements que les partis politiques pourront méditer avec profit, mais qu'il aurait fallu répéter dans une bonne dizaine d'autres circonscriptions convenablement choisies pour parvenir à des conclusions d'ensemble valables.

Disons toutefois que le risque d'erreur, que M. Stoetzel considère comme très faible en s'appuyant sur un impressionnant raisonnement mathématique, ne nous paraît pas négligeable cependant, et que nous eussions préféré que l'enquête de l'I. F. O. P. portât sur un plus grand nombre d'électeurs. Au surplus, les résultats d'une étude de ce genre devraient être recoupés et vérifiés par une enquête effectuée suivant d'autres méthodes, par exemple bureau de vote par bureau de vote, procédé employé pour Lyon. En rapprochant les résultats électoraux du bureau de la structure sociale et professionnelle du corps électoral qui y est inscrit, des corrélations doivent apparaître qu'il faudrait confronter avec les résultats obtenus par sondage.

C'est en utilisant encore une autre méthode, celle des points, que Joseph Klatzmann étudie le comportement politique de la classe ouvrière à Paris. Selon les résultats qu'il obtient et qui semblent probants, deux tiers environ des ouvriers parisiens qui participent au scrutin votent communiste, cette proportion, distinction intéressante, tombant à 50 % environ dans les arrondissements bourgeois, pour approcher 75 % dans les arrondissements ouvriers. Plus des trois quarts des voix obtenues par les listes communistes à Paris proviennent d'électeurs ouvriers.

Jacques Duclos, Charles Hernu, Pierre Commin, Pierre Mendès-France au Vel'd'Hiv.

... le devant de la scène

pion de la Paix. Quant aux partis de la majorité sortante, dont la campagne est menée avec moins de vigueur, ils sont plus discrets sur les problèmes d'Outre-Mer que sur le bilan économique et financier de la législature, complaisamment exposé. Mais les thèmes passionnels sont à gauche ou chez les poujadistes et ce sont eux les plus rentables en période électorale.

La campagne menée par le Mouvement Poujade mérite une attention particulière, car elle a marqué profondément ces élections. Habile, mais grossière et démagogique, nourrie de slogans simplistes, mais apparemment efficaces comme le célèbre « Sortez les Sortants », flattant de bas instincts et fréquemment

succès des listes patronnées par « Pierrot » Poujade. Mais on ne saurait lui reprocher de n'avoir pas mieux prévu les résultats que les services spécialisés du Ministère de l'Intérieur n'ont su le faire.

Ce sont ces résultats qui font, dans la deuxième partie de l'ouvrage, l'objet de quelques excellentes monographies. Le sondage post-électoral effectué dans le premier Secteur de la Seine par M. Stoetzel et l'I. F. O. P. mérite d'être particulièrement signalé, tant par la minutie de la méthode utilisée que par la nouveauté des résultats obtenus.

En utilisant un « échantillonnage » d'environ 500 électeurs, M. Stoetzel tente de déterminer la composition

D'autres monographies sont consacrées à l'étude des élections dans divers départements, Aveyron, Eure, Isère, Aisne, Haut et Bas-Rhin. Généralement vivantes et bien menées, elles recréent souvent avec verve l'atmosphère électoral dans ces régions secouées, comme Paris, mais à des degrés divers, par les grands courants nationaux. Grâce à ces monographies, nous retrouvons un précieux contact avec la réalité électorale, qui est territoriale avant tout. Mais elles ne remplacent pas l'étude régionale d'ensemble que nous attendions et dont l'absence surprendra.

Regrettons enfin qu'aucune monographie ne concerne le département de l'Oise. Voilà un département auquel il est fait de fréquentes allusions tout au long de l'ouvrage, en raison de la campagne d'un style nouveau, « à l'américaine », menée par l'un des candidats, M. Hersant, avec un complet succès, et auquel aucune étude particulière n'est consacrée. Faute d'une étude de ce genre, le lecteur en est réduit à essayer d'imaginer ce que l'on entend en Picardie par « campagne à l'américaine » et sa curiosité déçue le pousse à espérer que la Revue Française de Science Politique comblera bientôt cette lacune.

L'ouvrage se termine par une étude d'ensemble du résultat des élections du 2 janvier, due à François Goguel, dont chacun connaît la compétence et dont il est aisé de percevoir la part essentielle qu'il a dû prendre, avec Jean Touchard, dans l'élaboration de l'ensemble de l'ouvrage.

Un travail de cette ampleur doit se préparer bien avant les élections, et il est certain que la dissolution survenue inopinément a dû compliquer singulièrement la tâche de l'équipe de l'Association Française de Science Politique. La fixation de la consultation six mois avant la date prévue explique sans doute bien des défauts et des lacunes que l'on peut déceler, inévitables d'ailleurs dans un premier ouvrage de ce genre.

Souhaitons cependant que l'étude qui sera entreprise à l'occasion des prochaines élections et dont la parution sera certainement impatiemment attendue, se montre plus ambitieuse en tentant d'expliquer ce que trop souvent, cette fois, nos auteurs se contentent de décrire extérieurement. En parcourant cet ouvrage et en suivant les manifestations extérieures des partis et de leurs chefs, le lecteur a parfois l'impression de n'assister qu'au spectacle offert sur le devant de la scène par des marionnettes sans âme. Il aurait bien envie d'entrer un peu dans la coulisse, d'apprendre comment sont déterminées les alliances et choisis les candidats des partis, de connaître le rôle, si important et à peine abordé, des groupes de pression, de savoir qui finance les impressionnantes campagnes publicitaires de certains partis ou de certains hommes. Au-delà des statistiques, parfois puériles, ce sont les hommes, dans leur réalité et leur complexité, qu'il souhaiterait retrouver, car c'est bien finalement d'eux, de leur comportement, de leur rôle, de leurs passions, qu'il s'agit.

Il serait redoutable que la jeune école

française de Science Politique se laissât griser par la virtuosité avec laquelle elle utilise les méthodes des sciences exactes. Une étude électorale doit se situer sur le plan de l'humain et tenir compte des facteurs personnels. Le citoyen, qu'il soit électeur ou candidat, n'est pas une abstraction, c'est un être bien vivant, possédant un tempérament politique déterminé, animé par un idéal, une ambition, des intérêts, et qu'il est primordial de bien comprendre si l'on veut analyser exactement les ensembles dans lesquels il s'insère activement.

Les temps de la facilité séduisante d'un certain déterminisme sont révolus (1). Le domaine de la Science Politique est trop complexe, trop imprégné de la passion des hommes pour être régi par des lois pseudo-scientifiques qui méconnaissent la substance même de la réalité politique. C'est cette réalité qu'il faut appréhender dans son ensemble si divers, et la tâche est ardue. Mais il y va de l'avenir d'une discipline dont la réussite tient au cœur de ceux, dont nous sommes ici, qui rêvent d'une démocratie plus éclairée.

(1) Rendons hommage à François Goguel, qui le reconnaît lui-même, lorsqu'il écrit à propos du M.R.P. : « ... Il est cependant difficile de discerner les raisons pour lesquelles tel département voit se produire une avance de la démocratie chrétienne, alors qu'elle recule ou s'efface dans tel autre. C'est que tout dépend non pas de facteurs généraux de structure sociale ou religieuse, mais de facteurs locaux de propagande ou d'organisation... Sans doute, certaines régions particulièrement détachées de l'Église catholique lui demeurent-elles par là même presque complètement réfractaires. Mais ailleurs, aucune fatalité ne paraît le condamner au déclin; tout est fonction de l'action des hommes qu'il parvient ou ne parvient pas à faire travailler au service de ses principes » (p. 486).

Les auteurs de certaines monographies semblent également avoir compris l'importance des facteurs personnels, qui devient éclatante dans un cadre plus restreint

LE SECRET DES JÉSUITES

par Étienne BORNE

LA récente Congrégation générale de la Compagnie de Jésus ne pouvait pas manquer d'être assiégée par une foule d'interrogations indiscrètes : quelles réformes ou contre-réformes préparent ces Jésuites qu'on soupçonne de régir et d'orienter l'Église selon des voies aussi cachées et aussi détournées que celles de la Providence ? S'est-il trouvé chez eux, et particulièrement chez les Français et les Allemands, plus enclins que d'autres aux aventures de l'esprit, quelques audaces intellectuelles qu'il s'agirait de pacifier autoritairement mais à peu de bruit et aux moindres frais ? L'invitation à l'absolu de l'obéissance et à l'absolu de l'austérité que le pape leur a adressée dans un langage où ne se reconnaît pas l'ordinaire des précautions romaines traduit-elle une angoisse du chef de l'Église devant quelque mystérieux péril ? Y a-t-il eu ici et là quelque tension entre la hiérarchie épiscopale et la Compagnie de Jésus, par exemple sur l'orientation des mouvements de jeunesse, difficultés qui exigeraient examens prolongés et graves décisions ? Mais les colloques des Jésuites ne se laissent pas aussi aisément surprendre que les délibérations d'un conseil des ministres français.

UN illustre philosophe, au siècle dernier, a cru pourtant avoir dérobé le secret des Jésuites. Rappeler aujourd'hui, ce souvenir sera une manière de célébrer l'anniversaire d'Auguste Comte, mort il y a exactement cent ans, et de suppléer à l'oubli et à l'ingratitude des autorités. Pour réorganiser l'Occident selon la raison et le faire sortir de la grande crise révolutionnaire, Auguste Comte avait besoin des Jésuites, car, familier des ressorts qui font marcher l'histoire, il allait droit aux forces réelles. Les Jésuites étaient à ses yeux la pointe avancée et éclairée du catholicisme — si avancée et si éclairée qu'il les estimait prêts à se convertir au positivisme, — mais, techniciens éprouvés du pouvoir spirituel, ils garderaient leurs fonctions cléricales et, gardiens de l'ordre définitif, empêcheraient les intelligences de glisser à la révolte et les sociétés à l'anarchie.

LE grand dessein alla jusqu'à un commencement d'exécution ; comme il n'est pas d'exemple qu'un Jésuite ait refusé un rendez-vous, un disciple d'Auguste Comte put prendre langue avec un représentant des autorités de la Compagnie. Il était porteur de propositions concrètes : le général des Jésuites était invité à se proclamer chef spirituel des catholiques et à partager avec le philosophe fondateur du positivisme le gouvernement de l'humanité pensante. L'envoyé dut faire au maître un rapport navré : ces Jésuites étaient si fermés à la philosophie de l'histoire qu'ils s'obstinaient à ne pas comprendre que saint Ignace était supérieur à Jésus-Christ comme le montre clairement le dogme positiviste du progrès.

A. COMTE a eu la malchance de se tromper dans toutes ses prévisions, pourtant chaque fois déduites d'un système positif et rationnel, si bien que, pour savoir où se trouvent, cent ans après lui, la vérité et la vie, il suffit de consulter le catalogue des erreurs dangereuses dressé par cet inquisiteur laïque, et parmi elles la démocratie et le christianisme. Pour savoir le secret des Jésuites, il suffit donc de prendre l'exact contre-pied du plus lourdard des grands philosophes, lui qui croyait les Jésuites capables et coupables de jésuitisme et qui leur offrait de partager avec un totalitarisme la possession du monde.

LE secret des Jésuites est alors un mystère en pleine lumière. Partout où le monde est en train de changer, il y a toujours un Jésuite pour inventer une manière d'être plus moderne que les modernes en même temps qu'une sorte de détachement et d'élégance insaisissable qui le rend suspect à toutes les puissances établies. Aux prises aujourd'hui comme aux temps de la Renaissance et de la Réforme avec les habiles qui entendent le confisquer et les fanatiques qui s'évertuent à le déraciner, le catholicisme a plus que jamais besoin de cette chevalerie toute de rigueur et de souplesse, de cette machine à fabriquer par l'obéissance des hommes libres et qui s'appelle la Compagnie de Jésus.